

L'HORIZON AFRICAIN

Hebdomadaire d'informations générales et d'analyses

N°228 du Jeudi 7 Décembre 2023

Prix: 500 F.CFA - Tél: 05.543.82.76 / 06.662.37.39 / E-mail: lhorizonafricain@gmail.com / www.lhorizonafricain.com

Siège : Hôtel Saphir - Centre-ville Brazzaville - Congo

Commentaire

Que signifie une réflexion approfondie pour relancer le sport au Congo?

 (P.4)

Après le drame du Stade Michel-d'Ornano de Brazzaville




Sanctions administratives; un poste de recrutement attribué à chaque famille éprouvée

Recevant les familles éprouvées, le Président Denis Sassou-Nguesso a indiqué qu'il y a déjà quelques éléments pouvant justifier des décisions administratives, en attendant l'aboutissement de l'enquête judiciaire.

 (P.3)

F.o.c (Fédération de l'opposition congolaise)

Jean-Félix Demba-Ntélo a succédé à Clément Miérassa comme président

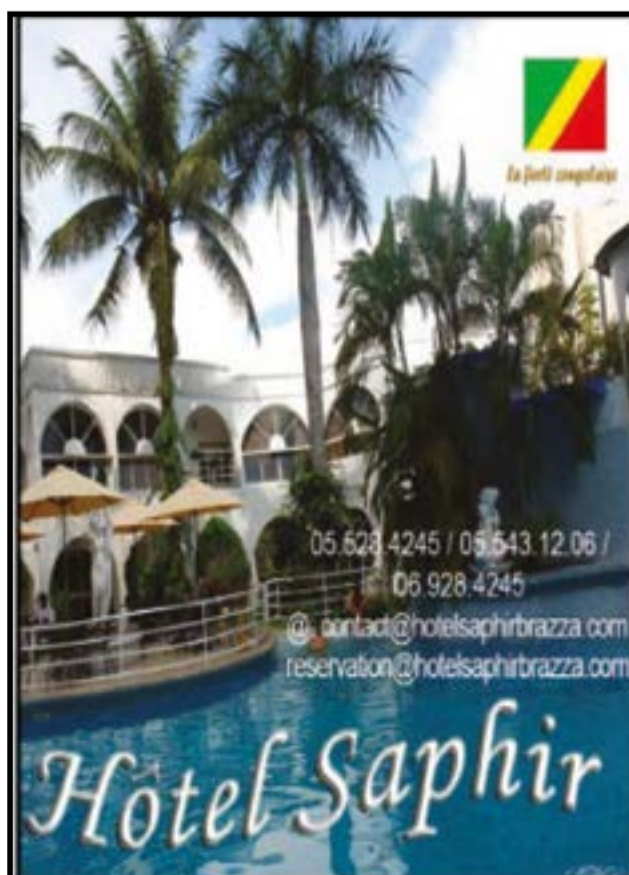
 (P.4)



Commentaire

Pour affronter les conditions de l'existence, il est important de renforcer son caractère

 (P.6)

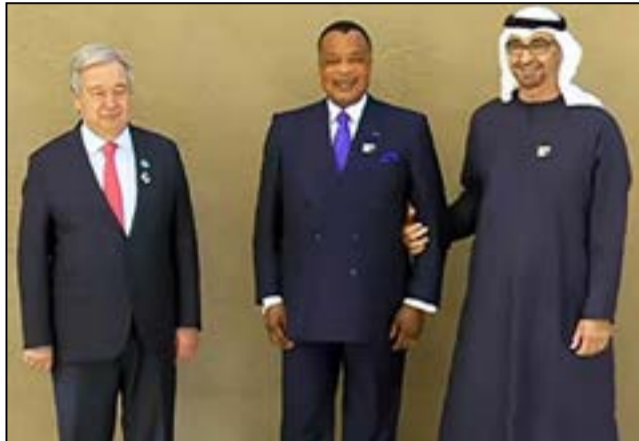


Cop28 (Conférence des parties sur les changements climatiques)

Le Président Denis Sassou-Nguesso appelle à une solidarité internationale

Organisée sous le thème, «*Accélérer la transition énergétique; réparer le financement climatique; inclusivité dans la gestion climatique*», la 28^{ème} session de la Cop28 (Conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques) se déroule du 30 novembre au 12 décembre 2023, à Dubaï, la ville portuaire des Emirats Arabes Unis. Plus de 160 Chefs d'Etats, représentants d'institutions gouvernementales et non-gouvernementales, du secteur privé et de la société civile y ont fait le déplacement, dont le Président Denis Sassou-Nguesso. Comme une dizaine de ses pairs africains, le Chef de l'Etat congolais a prononcé son discours le vendredi 1er décembre. Il a lancé un appel à la solidarité internationale, pour lutter contre les changements climatiques dans le monde.

La Cop28 fait, cette année, l'objet d'une attention particulière au niveau international, car elle permet de tirer un premier bilan de l'action menée par l'ensemble des Etats du monde, pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris de 2015, lors de la Cop21, qui prévoit de limiter la hausse de température à 1,5 degré d'ici la fin du siècle. Le rapport reconnaît que les pays élaborent des plans pour un avenir de zéro-net émission, le passage aux énergies propres s'accélère, mais il indique clairement que la transition est encore loin d'être assez rapide, pour limiter le réchauffement climatique comme souhaité. Après sa nomination en tant que président de la Cop28, le sultan Ahmed Al-Jaber, ministre émirien de l'industrie et des technologies avancées, a déclaré que «*la nouvelle route commence avec une décision sur le bilan mondial, une décision qui soit ambitieuse, qui corrige notre trajectoire et qui accélère les actions vers 2030*». Il a appelé les dirigeants du monde à se rassembler, pour prendre des mesures immédiates



Antonio Guterres, secrétaire général de l'Onu, le Président Denis Sassou-Nguesso et Ahmed Al-Jaber, président de la Cop28.

et ambitieuses concernant le bilan mondial, et trouver rapidement un consensus sur le programme à mettre en œuvre. Le président de la Cop28 a, également, fait savoir que «*cette présidence est déterminée à débloquer des financements (verts) pour s'assurer que les pays du Sud n'aient pas à choisir entre le développement et l'action climatique*», exhortant toutes les parties à trouver un terrain d'entente, à proposer des solutions et à atteindre un consensus. Pour sa part, le secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies

sur les changements climatiques, Simon Stiell, ancien ministre de la résilience climatique et de l'environnement de Grenade, a déploré le fait qu'on ne va pas vite. «*Nous avançons à petits pas. Nous progressons bien trop lentement d'un monde instable, qui manque de résilience, vers la recherche des meilleures réponses aux impacts complexes des changements climatiques auxquels nous sommes confrontés*», a-t-il dit. Il a appelé les parties concernées à «*prendre leurs responsabilités pour accélérer les choses*» et à «*être transparentes dans les*

actions et décisions que nous prenons ensemble».

Le Congo a toujours porté la défense des forêts dans sa politique de préservation de l'environnement, pour leur rôle vital dans la régulation mondiale du carbone. L'organisation du deuxième sommet des trois bassins forestiers tropicaux et de biodiversité du monde (Amazonie, le Bor-néo-Mékong, Asie du Sud-est et le Congo), du 26 au 28 octobre dernier, à Kintélé, l'atteste. Les réserves forestières sont très importantes dans la lutte contre les changements climatiques. Pour le Président Denis Sassou-Nguesso, «*les défis qui nous attendent sont considérables et ne cessent de croître d'année en année. Il nous revient de redoubler d'ardeur, pour préserver ces derniers poumons verts de la planète et ces trésors de biodiversité*».

Très faiblement industrialisé et donc peu pollueur, le Congo est l'exemple des pays africains qui subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Malheureusement, le fonds pour les pertes et dommages n'est toujours pas opérationnel. «*Le devoir de solidarité à travers les demandes de compensations financières suite aux renoncements volontaire de certains pays à des projets de développement non durable appelle et mérite toute l'attention de la communauté internationale*», a déclaré le Chef de l'Etat congolais.

Roland KOULOUNGOU

Le saviez-vous?

Un ministre fut exécuté en Corée du Nord, pour somnolence en plein défilé militaire

S'endormir dans une cérémonie officielle est un acte irrévérencieux. En Corée du Nord, c'est un crime de lèse-majesté passible de la peine de mort immédiatement exécutée. C'est le malheureux destin qu'a eu Hyon Yong-chol, ministre nord-coréen de la défense, exécuté le 30 avril 2015, dans une académie militaire du Nord de la capitale, Pyongyang. Motif? Il avait somnolé pendant le défilé militaire. Le dictateur Kim Jong-un l'a fait exécuter au moyen d'un missile anti-aérien. Voilà ce qu'on appelle un régime dictatorial.



3^{ème} édition de la conférence sur la santé publique en Afrique

Renforcer la collaboration pour améliorer la prestation des soins de santé

Lusaka, la capitale de la Zambie, a abrité, du 27 au 30 novembre 2023, la troisième édition de la Conférence sur la santé publique en Afrique, sous le thème: «*Briser les barrières: repositionner l'Afrique dans l'architecture mondiale de la santé*». Cette conférence a réuni des ministres de la santé, des chercheurs, entre autres, pour partager des découvertes scientifiques, collaborer sur la recherche et la mise en œuvre ainsi que définir un avenir sûr pour le continent. Au terme d'intenses réflexions, les parties présentes ont appelé à un partenariat plus étroit et à un investissement accru pour améliorer la prestation des soins de santé.



Photo de famille après la cérémonie d'ouverture

L'Afrique désire poursuivre sa marche vers son indépendance sanitaire, en dépit des difficultés nombreuses et multifformes. Pendant trois jours de travaux, en ateliers et en plénière, les participants, plus de cinq mille venus des quatre coins du monde, ont débattu des sujets de santé publique en Afrique, notamment

le renforcement de la chaîne d'approvisionnement en médicaments et vaccins, le traitement des maladies tropicales négligées ou encore le rôle des médias dans le secteur de la santé publique. La conférence a également fourni une plate-forme unique permettant aux participants de réfléchir aux leçons apprises dans les do-

maines de la santé et de la science et de définir la voie à suivre, pour créer des systèmes de santé plus résilients en Afrique. Lors de la session inaugurale, le Président zambien, Hakainde Hichilema, a souligné l'importance de la collaboration et du leadership à tous les niveaux du système de santé en Afrique. «*La santé pu-*

blique exige que nous travaillions à l'unisson. Le problème en matière de santé, c'est qu'il n'y a pas de fondement territorial. Vous ne pouvez pas dire que c'est mon domaine et que je le ferai à ma manière», a-t-il déclaré. Le Chef d'Etat zambien a souligné que la collaboration se traduirait par une amélioration de l'efficacité de la pres-

tation des soins de santé, même à une époque où les ressources sont rares. Selon lui, «*le covid-19 a donné des leçons aux pays africains sur l'importance de travailler ensemble*». Pour sa part, le Premier ministre namibien, Saara Kuugongelwa-Amadhila, a déclaré que «*les pays africains devaient mettre en place des systèmes de santé solides, résilients et durables, fondés sur les soins de santé primaires*», soulignant qu'«*une bonne santé était importante, car aucun pays ne pourrait prospérer ou se développer si ses citoyens n'avaient pas accès à des services de santé de bonne qualité*». L'organisation de la conférence sur la santé publique en Afrique de

cette année a été saluée par plusieurs délégués qui ont félicité l'engagement des experts, des jeunes et du gouvernement zambien, pour la réussite de celle-ci. «*Bien que nos défis de santé publique soient nombreux, il existe une opportunité d'innovation, de collaboration et, enfin, de changement. L'engagement constant des jeunes, des experts en santé et des décideurs politiques ici à la Cphia 2023 est la première étape pour adopter une approche de l'ensemble de la société, pour une meilleure santé en Afrique*», a indiqué la Vice-Présidente de la Zambie, Nalumango Mutale, lors de la cérémonie de clôture. La prochaine édition de la Cphia aura lieu au Maroc, le tout premier pays francophone à l'accueillir depuis sa création en 2021.

Roland KOULOUNGOU

Après le drame du Stade Michel-d'Ornano de Brazzaville

Sanctions administratives; un poste de recrutement attribué à chaque famille éprouvée

Lors de l'audience accordée aux représentants des familles éprouvées par le drame du Stade Michel-d'Ornano, mercredi 29 novembre 2023, au Palais du peuple, à Brazzaville, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a indiqué qu'il y a déjà quelques éléments pouvant justifier des décisions administratives, en attendant l'aboutissement de l'enquête judiciaire. Selon la cellule de crise, qui s'est réunie lundi 4 décembre, l'enquête administrative est bouclée et des mesures sont tombées, tandis que l'enquête judiciaire suit encore son cours.

Selon la cellule de crise, à la date du 4 décembre, 24 corps sur un total de 32 victimes, ont été déjà inhumés par leurs familles respectives, dont 22 à Brazzaville, un à Sibiti et un à Pointe-Noire.

L'enquête administrative, menée par une commission mixte police et Fac (Forces armées congolaises) est déjà bouclée et que les conclusions sont sur la table du gouvernement. «Le ministre de la défense a été instruit par le Premier ministre chef du gouvernement, de veiller à la mise en œuvre de ces conclusions, dans le strict respect du règlement de discipline générale dans les Forces armées congolaises et la gendarmerie nationale ainsi que du statut général des militaires et gendarmes», dit le compte-rendu de la cellule de crise fait par le ministre Thierry Mougalla.

Ainsi, concernant les mesures administratives prises, on a appris, samedi 2 décembre dernier, l'arrestation de trois officiers supérieurs des F.a.c (Forces armées congolaises), le colonel Dickens Saturnin Samba, chef d'Etat-major interarmées de la Zone de défense militaire n°9 Brazzaville, le colonel Claver Désiré Mouniengué, commandant du



Le Président Sassou-Nguesso présentant ses condoléances aux familles des victimes du drame du Stade Michel-d'Ornano

bataillon des sports qui gère le Stade Saint-Michel d'Ornano et le commandant de la police militaire et. Ils auraient été placés en cellule au Camp 15 Août. Le commandant de la Zone de défense militaire n°9 (Brazzaville), le général de brigade Pierre Gaétan Ickey, aurait été suspendu de ses fonctions.

On parle d'un total de 6 officiers concernés par l'enquête

administrative sur l'affaire relative au drame du Stade Michel-d'Ornano de Brazzaville, qui a fait au total 32 morts et plus d'une centaine de blessés dont trois sont encore hospitalisés.

Un officier général suspendu de ses fonctions, trois officiers supérieurs et deux officiers subalternes qui seraient placés en cellule disciplinaire. Mais, sans une communication of-

ficielle du gouvernement sur les mesures administratives prises à l'encontre des officiers concernés, une certaine confusion règne.

Recevant en audience les délégations des familles éprouvées, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, leur a exprimé sa compassion. Dans le cadre du recrutement dans l'armée, à Brazzaville, il a donné l'instruction qu'il soit attribué à chacune des familles éprouvées, un poste, pour que chaque famille fournisse un élément valide et apte, leur a-t-il annoncé, avant de serrer la main aux chefs de famille, à l'issue de l'audience. En plus de l'appui de 5 millions de francs Cfa reçu par chaque famille pour les obsèques, un appui de soutien moral leur a été gratifié par le Chef de l'Etat.

Quant à l'enquête judiciaire, probablement elle avance, mais pour l'instant, on n'a rien appris des actes réalisés. L'affaire du drame du Stade Michel-d'Ornano pourrait être vu sous l'angle de l'homicide involontaire, comme cela fut le cas dans le procès de six officiers de police jugés en 2020 à la suite du drame de Chacoma ayant causé la mort de 13 jeunes gens détenus dans une cellule de garde-à-vue.

Urbain NZABANI

Editorial

Mais, qu'est-ce qui va changer?

Tel un thermomètre, le message sur l'état de la Nation donne la température du corps national. Il retient l'attention de la Nation par sa tonalité bilatérale (ce qui a été fait), diagnostique (ce qui ne va pas) et thérapeutique (ce qu'il faut faire pour que ça marche). Le Chef de l'Etat a accompli ce devoir suprême, avec le brio de son prononcé verbal et la dimension solennelle de son contexte.

Désormais, les différents acteurs de la conduite de la vie de l'Etat sont fixés sur le travail à accomplir pour une thérapie qui puisse baisser la fièvre du corps national, en s'attaquant à ses causes. Dans notre monde de céans, pour emprunter le langage qui est le sien, Prométhée a percé l'abcès, parlant de la jeunesse, qui est le grand thermomètre de l'avenir d'une Nation (Voir Propos d'étape).

Malheureusement, au sortir de la messe cathartique, qu'est-ce qui va changer? Que peut-on espérer pour l'avenir? Se demandent les Congolais. L'expérience du passé est là pour ne pas se faire d'illusions. Le rendez-vous présidentiel devant le parlement réuni en congrès, donc devant le peuple souverain, se réduit à une formalité protocolaire qui, cette année, a accouché des débats sur les réseaux sociaux autour de ceux qui s'assoupissent, du caméraman qui n'aurait pas dû filmer, ou des réseaux sociaux que certains ne veulent pas voir comme une menace à la stabilité des institutions nationales (Voir commentaire en page 8). Les vrais débats jetant un éclairage pédagogique sur le message, pour montrer ce que chaque ministre en tire et ce qu'il compte faire, se font rares. Bref, après un tel message, la vie reprend son cours rébarbatif par manque d'épanouissement. Même le sport nous a tourné le dos et ne nous fait plus éclater de joie comme dans les années 70 et 80. Ainsi va la gestion démocratique des affaires publiques!

L'HORIZON AFRICAIN

Jiv (Journée internationale du volontariat)

Hugues Ngouélondélé invite les jeunes à développer les compétences vertes

Le 5 décembre de chaque année, l'humanité célèbre la journée internationale du volontariat qui a pour objectif de souligner l'importance de la contribution des volontaires au développement socioéconomique des communautés. Cette année, elle a été célébrée sous le thème: «Le pouvoir de l'action collective: si tout le monde le faisait». A cette occasion, le ministre en charge de la jeunesse, Hugues Ngouélondélé, a fait une déclaration, mardi 5 décembre 2023, afin de rappeler l'importance de l'action du volontariat et du bénévolat dans le développement.

Pour le ministre Hugues Ngouélondélé, le thème de la Jiv (Journée internationale du volontariat) cette année «traduit l'importance de l'action du volontariat et du bénévolat, en vue de l'atteinte des objectifs du développement durable, pour la construction d'un monde meilleur...», a-t-il indiqué, avant de souligner les nombreux défis à relever. «Alors que le monde fait face à de nombreux défis, notamment le défi du changement climatique, les volontaires sont souvent en première ligne. Fort de ce constat, en 2021, le Pré-

sident de la République, Son Excellence Denis Sassou Nguesso, a institué le programme «Corps des jeunes volontaires du Congo», conformément à la charte africaine de la jeunesse, dans l'optique de faire de notre jeunesse, une actrice de développement inclusif et durable. Le gouvernement ne ménage aucune énergie, pour offrir aux jeunes des possibilités d'engagement citoyen», a-t-il renchéri, avant de rappeler les efforts du gouvernement. «Pour rappel, nous pouvons citer la participation du Ministère en charge de



Le ministre Hugues Ngouélondélé.

la jeunesse, au lancement du Programme «V-forets», le 5 juillet 2023, à Libreville, au Gabon, à l'occasion du «One forest summit». Ledit programme vise à soutenir les initiatives impactantes, portées par les acteurs de la société civile, pour la préservation des espaces forestiers dans les pays du Bassin du Congo, en favorisant l'engagement et la mobilité croisée des volontaires venant des différents

pays engagés; l'organisation avec l'Unicef d'un atelier relatif à l'élaboration du manifeste des jeunes sur la préservation de la biodiversité et les forêts tropicales du bassin du Congo, en octobre 2023; la formation des formateurs et de jeunes leaders d'association, en animation et en gestion du volontariat, pour un développement durable, organisée du 17 au 21 octobre 2023 à Brazzaville», a-t-il ajouté,

avant de citer les initiatives prévues. «Pour mettre en œuvre les initiatives, les actions suivantes sont prévues notamment: le déploiement prochain d'une cohorte des jeunes volontaires internationaux de réciprocité; l'organisation des opérations communautaires de végétation et de reboisement des sites; la création, à la Radio citoyenne des jeunes, d'un cadre d'expression et de sensibilisation des jeunes sur la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique et la création de la plateforme «Youth connect Bassin du Congo», qui aura pour spécialité d'interconnecter les jeunes des pays du bassin du Congo, en vue de favoriser les concertations et échanges d'expériences sur la préservation des forêts tropicales dudit bassin. C'est pourquoi nous invitons individuellement ou dans un cadre associatif, les jeunes à s'engager dans le volontariat ou le bénévolat et à développer des compétences vertes, pour contribuer à l'atteinte des objectifs du développement d'ici à 2030».

Propos recueillis par Luze Ernest BAKALA

F.o.c (Fédération de l'opposition congolaise)

Jean-Félix Demba-Ntélo a succédé à Clément Miérassa comme président

La F.o.c (Fédération de l'opposition congolaise), a tenu, samedi 25 novembre 2023, au poste salutiste du Plateaux des 15 ans, dans le quatrième arrondissement Mounjali, à Brazzaville, une convention destinée, entre autres, à renouveler ses instances dirigeantes. A l'issue de cette convention, Jean-Félix Demba-Ntélo (74 ans), coordonnateur général de la C.j.3 (Composante Jean Marie Michel Mokoko) a été désigné par ses pairs comme président de la F.o.c, pour un mandat de quatre ans, succédant ainsi à Clément Miérassa (74 ans), qui a été élevé au rang de président d'honneur. C'était en présence des cadres et militants des trois plateformes qui composent la F.o.c.

La convention de la F.o.c a été sanctionnée par un communiqué final et deux motions, dont l'une pour exiger la libération de Jean-Marie Michel Mokoko et André Okombi Salissa, et l'autre pour soutenir les familles affectées par le drame du Stade Michel-d'Ornano de Brazzaville, qui a coûté la vie à 32 jeunes congolais et blessés plus d'une centaine d'autres.

Les travaux de cette convention étaient ouverts par Clément Miérassa qui, au terme d'un mandat de deux ans et demi, a su redonner à la F.o.c la crédibilité et la place qui est la sienne au sein des forces qui militent pour l'alternance politique au Congo, a dit son successeur, Jean-Félix Demba-Ntélo, qui a réussi à faire comprendre aux participants, l'intérêt d'avoir un comité d'honneur.

Dans son mot de clôture, Jean-Félix Demba-Ntélo a eu une pensée, au nom de tous les délégués, pour les «deux illustres compagnons et autorités morales, le général Jean-Marie Michel Mokoko et l'ancien ministre André Okombi Salissa, arbitrairement enfermés en cellule à la sinistre Maison d'arrêt de Brazzaville, voici plus de sept



Jean-Félix Demba-Ntélo, Clément Miérassa et Jacques Bananzala.

ans, au terme de deux procès politiques, dignes de la période stalinienne de l'ancienne Union Soviétique». «Nous ne cesserons jamais d'exiger leur libération sans conditions, au nom de la justice, la réconciliation et l'unité nationale mises à mal par la mauvaise pratique du pouvoir dans notre pays», a-t-il poursuivi.

Au sujet de son prédécesseur, Clément Miérassa, il a rappelé que «c'est dans le contexte d'une crise interne au sein de la F.o.c, consécutivement aux compromissions et trahison récurrentes au sein de l'opposition congolaise», qu'il a accédé à la présidence de

la F.o.c. «Au moment où je lui succède à la présidence de notre mouvement, le contexte au plan international, africain et national, est caractérisé par des crises récurrentes qui mettent en danger les équilibres indispensables à la stabilité des Nations et au bien-être des populations», a-t-il déclaré. «Oui, le coup d'Etat militaire semble devenir l'unique thérapie pour conjurer les maux du continent, demeuré plus de 60 ans durant après les indépendances, sous la domination des anciennes puissances coloniales: le néocolonialisme», a-t-il fait savoir.

«Le Congo, notre pays souffrant des mêmes maux que le reste du continent à savoir l'exercice totalitaire du pouvoir, le non développement économique et social, le triomphe des anti-valeurs de la corruption, du vol, du tribalisme etc., échappera-t-il au panafricanisme de la jeunesse africaine tant civile que militaire?», s'est-il interrogé.

«Oui le Congo, notre pays va mal, très mal. Mes chers compagnons, notre tâche d'une force de l'opposition, donc de l'alternance, est immense, face à une Nation fracturée et un Etat en déliquescence totale. Il nous faut armer de beaucoup de courage et de persévérance, pour relever les défis qui attendent notre nouvelle direction politique», a-t-il dit.

Jean-Félix Demba-Ntélo a terminé son discours en lançant un appel à «toutes nos plateformes politiques au travail, dans l'unité et la solidarité, afin que soit restauré, dans notre pays, le principe sacré de l'alternance politique, seule gage du règne de la démocratie et de l'Etat de droit».

La F.o.c est une plateforme comptant trois composantes: le Frocad (Front républicain pour le respect de l'ordre constitutionnel et l'alternance démocratique) dirigée par Clément Miérassa; l'I.d.c (Initiative pour la démocratie au Congo) dont le président en exercice est Michel Mampouya, et la C.j.3m (Composante Jean-Marie Michel Mokoko) dont Jean-Félix Demba-Ntélo est le président.

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Commentaire

Que signifie une réflexion approfondie pour relancer le sport au Congo?

Dans son message sur l'état de la Nation, prononcé le mardi 28 novembre 2023 devant le parlement réuni en congrès, à Brazzaville, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a suggéré, dans le domaine du sport, «une réflexion approfondie, avec tous les acteurs du monde sportif, y compris les partenaires techniques et financiers», pour relancer le sport au Congo et rentabiliser ainsi les infrastructures sportives construites à travers le pays et qui sont aujourd'hui dans un état d'abandon qui inspire la pitié. Mais, qu'est-ce que cela signifie-t-il, mener une réflexion approfondie? Les maux dont souffre le sport ne sont-ils pas connus? A-t-on déjà apporté les solutions escomptées?

Le sport au Congo ne va pas bien. Et pour cause: résultats catastrophiques avec des défaites qui s'enchaînent dans différents

sports; abandon et pillage des infrastructures sportives construites dans le pays; fuite des sportifs pour gagner leur vie sous d'autres cieux;

manque de financements pour la préparation des équipes, l'organisation des compétitions sportives et la participation aux compétitions internationales; délaissement de la presse pour accompagner les activités sportives; manque de formation des sportifs et cadres sportifs; mauvais fonctionnement des fédérations, etc. Bref, le diagnostic est connu de tous, puisque le sport congolais traîne les mêmes maux depuis trois ou quatre décennies.

«Il en est de même des difficultés qui écumant le domaine du sport dans notre pays, avec des performances mitigées pour lesquelles la

responsabilité demeure largement partagée. Pour la jeunesse congolaise, nous avons installé d'importantes infrastructures sportives dans tous les départements. Tous ces joyaux se dégradent non pas seulement par manque d'entretien, mais aussi et surtout pour défaut d'utilisation. Je convie le gouvernement à mener une réflexion approfondie, avec tous les acteurs du monde sportif, y compris les partenaires techniques et financiers, pour rentabiliser ces investissements réalisés à grands coûts pour l'épanouissement de la jeunesse. Le code du sport donne l'op-

(Suite en page 6)

PROPOS D'ÉTAPE

Pour l'histoire et pour l'avenir

Suite au drame du Stade d'Ornano, le Maître des horloges a indiqué qu'il y a l'histoire et il y a l'avenir. Pour l'histoire, c'est acté, des jeunes sont morts pour avoir répondu à l'appel de l'Etat. Ils sont morts et leur histoire s'est définitivement arrêtée sur un terrain de sport. Mais, leur mort ouvre une nouvelle histoire pour l'avenir. Pour l'avenir, il faut mettre en évidence les causes d'une telle catastrophe et «tirer les conséquences et les leçons utiles». Lesquelles?

Prométhée se souvient avoir suivi, il y a quelques années, une discussion sur l'avenir du pays. Un éphémère racontait que toutes les simulations qu'il faisait avec son équipe sur l'avenir probable du Congo, conduisaient à une seule et unique variable cible, la jeunesse. Les événements du Stade d'Ornano viennent confirmer la robustesse de cette variable dans le développement du Congo. Quelle est donc la problématique de la jeunesse de céans? Comment des jeunes à la recherche d'un emploi peuvent-ils mourir aussi tristement? Quel est l'avenir de la jeunesse congolaise? Quel est l'avenir du Congo?

La Cité de céans souffre d'une difficulté majeure, la difficulté structurelle de mettre en place un système productif endogène par l'investissement national dans l'école, la citoyenneté, la santé, les infrastructures et l'entreprise, aux fins de générer des revenus nationaux.

Sous nos yeux, il y a de plus en plus de jeunes qui vont à l'école. Mais, quelle école? Délabrée, archaïque, qui ne forme à aucun métier, avec des formateurs qui n'en sont pas. Une école qui ne sait pas pourquoi elle est une école. La conséquence est immédiate: une cohorte de diplômés sans-emplois; une cohorte de diplômés qui ne savent rien faire; une cohorte d'exclus du système scolaire; une cohorte de kuluna et de bébés noirs; des incivilités redoutables, presque à tous les niveaux.

L'avenir, c'est d'abord libérer les énergies, révéler les talents en vue de l'efficacité collective. Il y a lieu de méditer sur l'appel des intellectuels de céans relatif au changement du logiciel mental dans le pays. Ensuite, il y a lieu de reconfigurer la construction de l'économie nationale.

Tant que l'on n'aura pas intériorisé que seule la production endogène des biens et services, sous l'éclairage de la science et de la technologie, dans un milieu infrastructurel et sanitaire adéquat, avec un capital humain patriote, est la condition robuste du développement économique, l'avenir sera toujours sombre, le ratio de dépendance démographique sera toujours élevé et les jeunes seront toujours des cailloux dans les chaussures des autorités.

L'avenir, c'est donner de l'espoir aux jeunes; l'avenir, c'est donner aux jeunes ce dont ils ont besoin aujourd'hui, pour être des hommes demain. «Ce dont la jeunesse a besoin, c'est qu'on lui dise qu'il y a un bateau en construction dans sa propre cale sèche mentale, et que ce bateau est destiné à prendre la mer», selon le joli mot de Aldo Leopold.

Prométhée

L'HORIZON AFRICAIN

Direction: 06.662.37.39 / 05.543.82.76

E-mail: lhorizonafricain@gmail.com /

Site Internet: www.lhorizonafricain.com

Sous l'immatriculation

108/MCM/DGAI/DPE du 19 Mars 2019

Directeur de publication par intérim :

Hervé EKIRONO

Rédacteur en Chef :

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Secrétaire de rédaction : Clotaire DIABOUA

Siège de la Rédaction : Hôtel Saphir (Brazzaville)

Chef Bureau Pointe-Noire :

Marcel BITADI. Tél: 05.557.78.71

Mise en pages : Tornade

Lancement d'une opération d'enrôlement biométrique des étudiants

Depuis le 4 décembre 2023, les étudiants nationaux ou étrangers, boursiers ou non boursiers, des établissements publics et privés de l'enseignement supérieur, sont en pleine opération d'enrôlement biométrique, organisée par le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, en partenariat avec le Ministère de l'économie et des finances. Les opérations d'enrôlement et d'attribution du Niu (Numéro d'identification unique), qui ont débuté au Centre d'enrôlement au Niu de Mpila, étaient précédées d'un pré-enregistrement en ligne sur la plateforme «*eform.niu.cg*».

Le calendrier de passage est disponible au Ministère de l'enseignement supérieur et dans les différents établissements universitaires concernés. La campagne d'enrôlement se poursuivra à une date ultérieure à Pointe-Noire et dans les services pédagogiques près les ambassades du Congo à l'étranger. Au niveau international, seuls les étudiants congolais sont astreints aux formalités gratuites d'enrôlement et d'obtention du Niu.

Parlant de l'opération d'enrôlement biométrique des étudiants en République du Congo, lors d'une conférence de presse qu'elle a donnée, mercredi 29 novembre 2023 à la présidence de l'Université Marien Ngouabi, avec la participation de Roger Aymar Andély, coordonnateur national du Projet Numéro d'identification unique, en présence des représentants des syndicats estudiantins, et des agents du ministère des finances, en



La ministre Delphine Edith Emmanuel-Adouki

charge du Niu, Mme Delphine Edith Emmanuel, ministre de l'enseignement supérieur de la recherche scientifique et de l'innovation technologique, a fait savoir, dans son mot liminaire, que cette opération d'enrôlement biométrique s'inscrit non seulement dans le programme d'action du gouvernement, mais aussi dans la politique du Chef de l'Etat, tournée vers la modernisation de l'administration congolaise. «*Modernisation de notre administration qui*

passe, notamment, par la digitalisation et par le recours de plus en plus accentué au numérique», a-t-elle indiqué. Pour la, patronne du département de l'enseignement supérieur, la numérisation de l'identification des étudiants présente plusieurs atouts, entre autres: la meilleure gestion des effectifs; la constitution d'une base de données fiable; une meilleure circulation de l'information entre toutes les administrations relevant du Ministère de l'en-

seignement supérieur, pour toute transaction que l'étudiant aura à faire.

Par la même occasion, Mme Delphine Edith Emmanuel-Adouki, juriste de formation, a fait savoir que le gouvernement est sur le point de passer à la phase d'opérationnalisation d'un projet ambitieux: celui de l'accélération du numérique dans l'administration congolaise. Et, «*ce projet d'accélération du numérique, soutenu par la Banque mondiale, vise notamment la numérisation du ministère, mais aussi de l'Université Marien Ngouabi et de l'Université Denis Sassou Nguesso... Et pour nous enseignement supérieur, nous nous réjouissons de cette perspective, parce que, lorsque l'on regarde les populations que nous avons à gérer, les effectifs sont immenses. Et par conséquent, la gestion quasi manuelle que nous avons eue jusqu'aujourd'hui, présente un certain nombre de limites*», a-t-elle dit.

Pour les fonctionnaires inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur, et même les étudiants qui ont déjà leurs Niu, il n'y aura pas de doublon, parce que le Niu ne se donne pas deux fois.

Joseph MWISSI NKIENI

Développement local

Vers la mise en place du programme accéléré de développement communautaire

Le Ministère délégué chargé de la décentralisation et du développement local, en partenariat avec le Ministère du plan et le P.n.u.d (Programme des Nations unies pour le développement) a organisé, vendredi 1^{er} décembre 2023, à l'Hôtel Grand Lancaster de Brazzaville, un atelier national pour lancer l'étude de faisabilité du P.a.d.c (Programme accéléré de développement communautaire) et d'élaboration des P.l.d (Plans locaux de développement).

Ouvert par Juste-Désiré Mondélé, ministre délégué chargé de la décentralisation et du développement local, en présence de la représentante résidente du P.n.u.d, Mme Adama-Dian Barry, l'atelier sur l'étude de faisabilité fait suite à celui tenu il y a deux mois, sur l'élaboration de la feuille de route du P.a.d.c.

Il s'est agi d'échanger avec les parties prenantes sur l'approche méthodologique devant servir à la déclinaison des six piliers et 343 projets du P.n.d (Plan national de développement) 2022-2026 au niveau local devant permettre de doter chaque collectivité locale d'un plan local de développement aligné sur la vision nationale et les O.d.d.



Echange de parapheurs, sous le regard du ministre de la décentralisation

(Objectifs de développement durable). «*L'atelier qui nous réunit est le fruit d'une réflexion approfondie pour la localisation des O.d.d et la déclinaison locale du P.n.d 2022-2026, conformément à*

la vision de Son Excellence Denis Sassou Nguesso, Président de la République», a fait savoir le ministre Juste-Désiré Mondélé. A travers le P.a.d.c, le Congo vise à doter les communau-

tés rurales et périurbaines en infrastructures socio-économiques de base, y compris des installations de santé, d'éducation et d'eau ainsi que des moyens de production et de valorisation des filières économiques porteuses dans l'industrie agricole, pastorale, halieutique, forestière, minières notamment. «*Le P.a.d.c est une offre de services intégrés du bureau régional du P.n.u.d pour l'Afrique qui vise à aider 50 millions d'Africains à sortir de la pauvreté multidimensionnelle d'ici 2026, et rétablir l'équité territoriale dans différents pays. De façon spécifique, ce programme de l'Etat congolais exécuté par le P.n.u.d permettra, entre autres, l'édification des structures de santé, la mise en place des dispositifs d'éducation et de formation qualifiante, le développement des micro-centrales hydrauliques ainsi que des mécanismes nécessaires à l'électrification rurale, l'encadrement au développement d'activités*

lettre de Yakamambu

Mon très cher ami Mbulunkwé, mboté!

Ces derniers temps, les nouvelles qui nous viennent de l'Ukraine et du Soudan offusquent nos amis communs Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu. Ils ont l'impression que les conséquences de la Seconde guerre mondiale n'ont point édifié la communauté internationale et les dirigeants de nos différents pays. Tout le monde tergiverse pendant que les paisibles populations continuent à mourir. Itoua, Mboundou, Tati et Yakamambu, qui tiennent à la paix des cœurs et des esprits dans nos pays et convaincus que nous avons tous un devoir envers toutes les victimes des guerres et des vivants, nous invitent à méditer sur cet appel lancé d'Auschwitz le 27 janvier 1995, par les chefs ou représentants de vingt-quatre Etats et dix Prix Nobel de la paix:

«*...Nous avons le devoir envers les victimes de garder le souvenir de leur mort. Nous devons aussi nous souvenir de leur vie. Leur héritage doit aider l'humanité à consolider la foi dans un avenir libre de racisme, de haine et d'antisémitisme. Rendant hommage aux victimes du KL Auschwitz, nous avons aussi le devoir envers les vivants d'œuvrer pour la paix, la tolérance et les droits de l'homme. Nous croyons et nous espérons que ces principes seront acceptés et ancrés dans la conscience de la communauté mondiale tout entière, qu'ils toucheront les cœurs et les esprits. Qu'à la fin du XX^{ème} siècle, des instruments seront créés pour garantir la solution pacifique de tous les conflits. Les crimes de génocide ne peuvent être oubliés, quels qu'en soient les lieux, les temps et les auteurs. Ils doivent être jugés équitablement et devenir l'avertissement pour les contemporains et les générations à venir. Il est dit: «Qui sauve une vie, sauve le monde entier. Qui ôte une vie, détruit l'ordre de ce monde». Pour cela, nous souhaitons porter au monde entier, à tous les peuples et tous les hommes, le message suivant: plus jamais de fanatisme ni de violence; plus jamais de guerres ni de tueries».*

Comprenez qui pourra en ce début du XXI^{ème} siècle. Au revoir et à bientôt!

Diag-Lemba

U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale)

Décès de Philippe Mboundou-Ndamba, vice-maire de Nkayi

Par un communiqué nécrologique signé le 2 décembre 2023, par Sidoine Romaric Moukougou, secrétaire national chargé de la communication, porte-parole de l'U.pa.d.s (Union panafricaine pour la démocratie sociale), le premier secrétaire Pascal Tsaty-Mabiala a annoncé le décès, le samedi 2 décembre 2023, au C.h.u (Centre hospitalier et universitaire de



Brazzaville), de Philippe Mboundou Ndamba, ancien directeur de cabinet du Premier secrétaire et vice-maire du Conseil municipal de N'Kayi (Département de la Bouenza). Philippe Mboundou Ndamba fut aussi directeur général délégué de la R.t.d (Radio-télé Divouba), émettant à N'Kayi.

économiques durables, génératrices de revenus pour les populations les plus vulnérables, sur tout le territoire national», a fait savoir Mme Adama-Dian Barry. Signalons qu'à l'occasion du lancement de ce programme, un protocole d'accord a été signé entre le P.n.u.d et le Conseil départemental de la Likouala. «*C'est un long pro-*

cessus qui a abouti à la signature de cet accord. Il s'articule autour de cinq priorités entre autres: l'agriculture, l'électrification, l'aménagement des infrastructures publics et des voiries», a dit le directeur de cabinet du président du conseil départemental, Guillaume Ewamela.

Urbain NZABANI

Santé

Une maladie dont on ne parle pas chez nous: l'Alzheimer ou la maladie de la mémoire

La démence est un terme général désignant un déclin assez grave des aptitudes mentales, pour interférer avec la vie quotidienne. Les pertes de mémoire en sont un exemple. La maladie d'Alzheimer est la forme la plus connue de démence. Aujourd'hui, on parle de la maladie d'Alzheimer et démences apparentées. La maladie de la mémoire se manifeste par des troubles de la mémoire, de l'exécution des gestes simples, de l'orientation dans le temps et l'espace ainsi que des fonctions cognitives. Elle est due à la dégénérescence des neurones du cerveau. Elle apparaît, le plus souvent, après 65 ans. Mais, il existe des débuts précoces dans certaines familles, à partir de l'âge de 50 ans.

Parmi les symptômes de la maladie de la mémoire, on retrouve les suivants:

- perte de mémoire qui perturbe la vie quotidienne;
- difficulté à planifier ou à résoudre des problèmes;
- difficulté à exécuter les tâches familières à la maison, au travail;
- confusion avec le temps ou le lieu;
- difficulté à comprendre les images et les relations spatiales;
- difficulté à suivre ou à se joindre à une conversation...

Les personnes atteintes de la maladie peuvent ranger des objets dans des endroits insolites, oubliées l'endroit où elles ont mis les objets. Elles peuvent éprouver des changements dans leur jugement ou leur prise de décision et commencer à se retirer de certaines activités sociales, sportives, de loisir ou certains projets de travail. L'état d'esprit et la personnalité peuvent changer. Les personnes atteintes peuvent devenir confuses, soupçonneuses, déprimées, craintive ou anxieuses...

Les causes de l'Alzheimer

Les causes de cette maladie sont inconnues. Probablement, c'est une maladie qui est due à un endommagement des cellules du cerveau qui les empêche de communiquer entre elles, entraînant des répercussions sur les mécanismes de la pensée, le comportement et les sentiments. Le cerveau compte de nombreuses régions distinctes aux fonctions différentes, par exemple la mémoire, le jugement et le mouvement. Lorsque les cellules sont endommagées dans une région spécifique, cette dernière ne peut plus assumer ses fonctions normalement. Mais, les facteurs génétiques jouent un rôle. Environ 5 à 15% des cas se passent dans les familles. Plusieurs anomalies peuvent être héritées, lorsqu'un seul parent a le gène anormal. Dans la maladie d'Alzheimer, la présence d'un niveau élevé de cer-



Par Dr Diaz Patrice Badila Kouendolo.

taines protéines à l'intérieur et à l'extérieur des cellules cérébrales empêche les cellules de rester saines et de communiquer entre elles. L'hippocampe, le centre de l'apprentissage et de la mémoire dans le cerveau, voit ses cellules être endommagées en premier. D'où le fait que les troubles de la mémoire figurent souvent parmi les premiers symptômes de la maladie.

Les différents stades de développement de la maladie

Il y a plusieurs stades de développement de la maladie d'Alzheimer. Les experts ont défini des «stades» pour décrire l'évolution des capacités d'une personne atteinte

de la maladie d'Alzheimer, jusqu'à un stade avancé. Voici les sept stades de cette maladie:

- stade 1: aucune déficience;
- stade 2: déficit cognitif très léger;
- stade 3: déficit cognitif léger;
- stade 4: déficit cognitif modéré;
- stade 5: déficit cognitif modérément sévère;
- stade 6: déficit cognitif sévère;
- stade 7: déficit cognitif très sévère.

La prise en charge des patients

Sur le plan médicamenteux, il existe aucun traitement curatif contre la maladie d'Alzheimer. Ce qui en fait un fardeau sanitaire et social pour les pays dont la population vieillit. Les molécules qu'on trouve actuellement sur le marché n'ont pas prouvé leur efficacité scientifique. Une molécule, le lecanemab, est en cours d'évaluation et elle est très attendue.

La prise en charge non-médicamenteuse concerne les techniques de ressuscitation de la mémoire, basée sur des épreuves ludiques. Ces techniques ont pour but de ralentir la maladie le plus longtemps possible. Ces activités se déroulent en accueil du jour thérapeutique, une séance par

semaine. Nous disposons d'un recul suffisamment important pour plébisciter ces techniques. Les patients sont pris dans des groupes de niveaux différents, selon le stade de la maladie.

En conclusion, on peut dire qu'ignorée ou sous-estimée en Afrique, considérée comme une maladie des seuls pays industrialisés, la maladie d'Alzheimer affecte de plus en plus des personnes sur le continent. Le développement du niveau de vie en Afrique, même contesté, a amélioré l'espérance de vie, peut-être moins sensible dans les couches populaires, plus perceptible dans les classes moyennes et supérieures de nos pays. Mais en réalité, cette maladie n'épargne personne. Tous les niveaux sociaux sont atteints de la même façon. Un dépistage précoce reste le moyen efficace de la prise en charge globale des patients. L'apparition et l'installation progressive d'un tableau de manque d'élan, d'un tableau compatible avec une dépression, une perte de poids, doivent attirer l'attention de l'entourage. La déconfiture de l'organisation sociale familiale des communautés africaines risque d'être un accélérateur négatif dans cette prise en charge ou l'aidant reste un maillon capital.

Dr Diaz Patrice

BADILA KOUENDOLO

Gériatre qualifié, chef de pôle et de service de gériatrie; Responsable de la consultation mémoire HDJ; Expert en Gestion et Politique de santé (sciences Po); Hôtel Dieu Le Creusot, Groupe SOS France.

(Suite de la page 4)

opportunité de relancer et de revitaliser le secteur, en ce qu'il clarifie la mission globale de l'Etat, définit le niveau d'intervention des collectivités locales, détermine les relations entre les pouvoirs publics et le mouvement sportif et éclaire principalement sur le statut du sportif», a dit le Chef de l'Etat.

Mais, pour ce qui est de la réflexion approfondie, le monde sportif congolais n'en sera pas à sa première messe. Quand le ministre Hugues Ngouélon-délé a pris le département des sports, pour ne prendre que ce dernier exemple, il avait procédé à une grande réforme de la gestion des fédérations sportives, pour qu'elles fonctionnent conformément à leurs textes res-

pectifs et qu'elles améliorent leurs relations avec le Ministère en charge des sports.

Dans le domaine du football, le sport roi, des assises ont été organisées. Elles ont accouché d'un programme devant en principe être aujourd'hui exécuté. Malheureusement, là où le bât blesse, c'est au niveau du financement des activités sportives. Le décaissement tardif des fonds destinés aux activités sportives par le Trésor public est une dimension qui affaiblit le sport congolais. On a beau dire et beau faire, si le nerf de la guerre n'est pas là, tout ce qu'on fait pour bien organiser le sport se réduit à néant. Le Congo a financé la construction de belles infrastructures sportives, comme les gymnases à Brazzaville et des

stades dans tous les chefs-lieux de départements, grâce au programme de municipalisation accélérée. Mais, il se montre radin à financer la construction de grands clubs sportifs. Entre Congolais, il n'y a pas d'argent. Mais on voit des Congolais qui gèrent les fonds publics s'enrichir à vue d'œil. En matière financière, au Congo, les relations sont empoisonnées par le soupçon d'enrichissement illicite. Surtout que les fonds publics circulent en liquidité dans le financement des activités. La facilité de détournement est telle que le sport en souffre et ce n'est qu'un exemple. Voilà un aspect qui aurait besoin de réflexion approfondie.

Luze Ernest BAKALA

Commentaire

Pour affronter les conditions de l'existence, il est important de renforcer son caractère

Même s'il est souhaitable, par tous, que la jeunesse étudie et obtienne des diplômes, on est obligé de constater qu'au-delà de la formation de l'intellect, il y a la formation du caractère. Car l'essentiel, c'est de pouvoir tenir dans une société, gagner sa vie en assurant son autonomie et en étant au service des autres. Ce qui compte, ce n'est pas seulement d'accumuler des connaissances intellectuelles, s'orner de diplômes en devenant enseignant, ingénieur, architecte, journaliste, magistrat ou comptable, etc, mais de pouvoir affronter les conditions d'existence, pour assurer sa vie et être utile à sa société. Pour cela, il est plus indispensable de renforcer son caractère, c'est-à-dire avoir un esprit combatif.

Dans les difficultés de la vie, on s'attend de la part des gens instruits et cultivés à des réactions raisonnables leur permettant de s'en sortir. Mais, le plus souvent, ce n'est pas du tout ce que l'on voit: un rien les met dans des états pitoyables de colère ou de dépression et ils n'ont aucun pouvoir, aucune volonté pour y remédier.

Ils sont incapables de se servir de leur instruction, leur érudition, pour s'en sortir. Quand les jeunes arrivent à l'âge d'affronter les difficultés de la vie, pour leur insertion socio-professionnelle, ils se laissent souvent abattre. Ils ont vécu dans le monde abstrait des livres, des connaissances intellectuelles, voilà que dans la vie pratique, au moment décisif de se prendre en charge, en commençant par trouver ou créer une activité rémunératrice, permettant de gagner sa vie, les connaissances acquises tout au long de la formation scolaire et universitaire ne leur servent plus à grand-chose. Ils recherchent l'excellence qu'ils sont incapables de trouver. Ils reculent devant les réalités de la vie.

Combien ne rencontre-t-on pas de gens instruits, toujours faibles, toujours flottants, toujours à la merci des circonstances? Ils ont lu les bouquins dont ils font des citations, mais ils n'ont pas la force de caractère pour affronter les aléas de la vie. A quoi sert-il de brandir les connaissances livresques si on est incapable de les mettre en pratique au profit de son propre développement social?

Raison pour laquelle il est nécessaire de travailler sa force de caractère, quel que soit le niveau d'instruction qu'on a ou la position qu'on occupe dans la société. L'instruction est une chose, l'éducation en est une autre. Les jeunes n'ont pas seulement besoin d'enseignants érudits. Ils ont aussi besoin d'instructeurs qui leur révèlent ce qu'est la vie et comment ils doivent la vivre, pour que leurs forces, leurs qualités, les talents qui sommeillent en eux puissent se manifester en toute plénitude, afin de leur permettre de forger leurs places dans la société.

Les jeunes donnent trop souvent l'impression de marcher sur des chemins glissants où les livres, les diplômes acquis ne leur permettent pas de tenir et de percer, car dans la vie, l'équilibre dépend d'abord du caractère, du psychisme et non de l'instruction. Tant qu'on ne mettra pas l'accent sur la formation du caractère, en se contentant seulement de l'accumulation des connaissances livresques, les jeunes seront moins armés à affronter la vie. Les connaissances livrées dans les écoles et les universités sont, pour les jeunes, des moyens de réussir, mais pas de se transformer pour devenir des acteurs dynamiques de la société. Il faut un complément: le caractère. S'ils sont ambitieux, craintifs, orgueilleux, méchants, sensuels, avares, frileux, ils le resteront. C'est ainsi qu'il leur faut une autre école où l'on apprend à connaître la nature humaine, à changer son caractère, à se transformer, à s'améliorer pour leur développement social.

Dans l'histoire de l'humanité, les inventeurs, les créateurs, les découvreurs, les grands penseurs, etc, ne sont pas toujours ceux qui sont bardés de diplômes. D'ailleurs, certains chercheurs ont déjà souligné que les études par elles-mêmes n'ont jamais rendu les êtres meilleurs, et même souvent elles ont fait d'eux de véritables dangers publics. En revanche, les connaissances dans les mains de ceux qui ont travaillé sur leur caractère et qui sont décidés à ne pas les utiliser à leur seul profit, mais pour le bien de tous, ont fait des grands hommes.

Martin BALOUATA-MALEKA

Journée mondiale de lutte contre le sida

Avec Jean-Claude Pongault, l'Association cœur arc-en-ciel en première ligne

La date du 1^{er} décembre marque, chaque année, la Journée mondiale de lutte contre le sida. Cette année, le thème est: «Donner la voix aux leaders de la communauté». A cette occasion, l'Association cœur arc-en-ciel que dirige Jean-Claude Pongault, a organisé, vendredi 1^{er} décembre 2023, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville, une soirée culturelle de sensibilisation contre la propagation du V.i.h (Virus de l'immunodéficience humaine), sur la base d'un clip réalisé par les membres de l'association et intitulé: «Indétectable=intransmissible». C'était en partenariat avec le C.n.l.s (Conseil national de lutte contre le sida), le P.n.l.s (Programme national de lutte contre le sida) et le R.e.n.a.p.c (Réseau national des positifs du Congo), avec la participation des jeunes venus nombreux s'informer sur la maladie. Dans l'entretien ci-après, Jean-Claude Pongault, directeur exécutif de l'Association cœur arc-en-ciel, souhaite que le Congo soit intégré au Pefpar (Programme du Président américain pour la lutte contre le sida).

* Pouvez-vous nous parler de la chanson «Indétectable=intransmissible» qui a été présentée à la soirée de la journée mondiale de lutte contre le sida?

** La rumba a été inscrite au patrimoine immatériel de l'humanité, par l'Unesco. En tant qu'acteurs de lutte contre le sida, il nous a fallu utiliser cela, parce que c'est un outil culturel national pour pouvoir sensibiliser notre communauté sur le problème de santé publique que le monde entier vit, en particulier la République du Congo. Nous nous sommes donc dit qu'il fallait utiliser la rumba comme outil de sensibilisation.

* Quel est le statut des artistes ayant participé à la réalisation de cette chanson?

** Nous avons fait un mélange autour d'un plaidoyer avec d'un côté les artistes communautaires qui sont engagés dans la lutte contre le sida, et de l'autre, des musiciens professionnels. Nous nous sommes ainsi réunis pour faire passer un message contre la stigmatisation et aussi pour souligner l'importance de la prise en charge du traitement à base d'antirétroviraux, de manière à ce que notre communauté sache qu'une personne vivant avec le V.i.h-sida, qui a atteint une charge virale indétectable, ne peut plus transmettre le virus. Les objectifs de l'Onusida, ce sont 95-95-95, soit d'ici à 2030, diagnostiquer 95% de toutes les personnes séropositives, fournir un traitement A.r.v à 95% des personnes diagnostiquées et obtenir une charge virale indétectable pour 95% des personnes traitées. Nous en République du Congo, dans le cadre de cette célébration, étant donné qu'on nous a confié le leadership de réaliser ce travail, nous en avons profité pour présenter cette chanson.

* Que représente alors la date du 1^{er} décembre pour votre communauté?

** Pour nous, le 1^{er} décembre est une journée symbolique qui nous rappelle que la maladie est là, nous ne de-



Les membres de Ajc expliquant comment peut-on éviter le Vih Sida



Jean-Claude Pongault, directeur exécutif de Coeur-arc-en-ciel

vons pas baisser la garde et nous devons continuer la prévention, appuyer la prise en charge et lutter contre les barrières qui empêchent l'atteinte des résultats qui est le cadre stratégique que le pays se donne pour lutter contre cette pandémie. Cette journée nous permet de rappeler cela pour pouvoir continuer cette lutte que nous menons au niveau national.

* Le thème de cette année est «confier le leadership aux communautés», vous en faites partie?

** Le thème de cette année c'est juste un rappel pour nous. En tant qu'acteurs de terrain, nous avons besoin de la sensibilisation auprès des communautés; nous faisons l'accompagnement des femmes enceintes séropositives, des personnes vivant

communautaire, pour pouvoir désengorger l'information sanitaire. Le ministre de la santé nous a confié cette tâche. Il y a même une phase pilote de mise sous traitement A.r.v où nous allons pouvoir dispenser ces produits aux patients stables.

* C'est quoi votre plaidoyer auprès du gouvernement américain?

** Nous allons faire un plaidoyer auprès du gouvernement américain, parce que

notre cadre stratégique a un gap de 46%. Le Fonds mondial contre le sida finance à hauteur de 54%. Ce plaidoyer permettra au Congo d'intégrer le Pefpar, le Programme du Président américain pour la lutte contre le sida. Parce que la prévalence du V.i.h est en train d'augmenter auprès des populations congolaises ainsi que les cas de décès. Voilà pourquoi, dans ce cadre stratégique, nous avons besoin des ressources supplémentaires pour pouvoir atteindre les résultats des trois 95. Parce que le grand rendez-vous est de mettre fin au



Les activistes sur scène pendant la projection du clip Indétectable=intransmissible.

avec le V.i.h pour l'observance du traitement. Parce que le médicament en soi ne suffit pas, il faut de l'accompagnement. Il y a tout un paquet de services qu'on met à la disposition du patient. En tant qu'acteurs communautaires, nous restons avec les malades, pour les sensibiliser. Il y a aussi l'aspect dépistage

sida en 2030. Mais, avec les indicateurs qui sont au rouge dans notre pays, cela devient inquiétant. C'est le sens de notre appel au gouvernement américain.

Propos recueillis par
Chrysostome
FOUCK ZONZEKA

A.u.f (Agence universitaire de la francophonie)

La cartographie numérique et l'entrepreneuriat au centre d'une formation

Déterminée à renforcer l'employabilité, l'insertion professionnelle et l'entrepreneuriat des étudiants des établissements membres, l'A.u.f (Agence universitaire de la francophonie), par l'entremise de son bureau de Brazzaville, s'est employée à organiser, au mois de novembre dernier, deux ateliers de formation relatives à l'acquisition des connaissances de base en cartographie numérique et à l'entrepreneuriat. C'était sous la supervision du prof Edouard Ngamountsika, responsable du bureau national et du centre d'employabilité francophone de cette institution en République du Congo. Cet atelier s'inscrit dans la programmation du Q3 du bureau national de l'Auf-Congo.



Le prof Edouard Ngamountsika.



Pendant la clôture du séminaire.

Le premier atelier, qui s'est tenu du 22 au 24 novembre 2023, a rassemblé 40 étudiants finalistes qui ont amélioré leurs connaissances de base en cartographie numérique et en système d'information géographique (Sig), à travers une application numérique conçue dans le but d'améliorer l'expérience de l'utilisateur dans les projets bureautiques. Cette application permet de rendre disponibles à d'autres personnes plus rapidement et facilement que jamais. Lorsqu'on souhaite visualiser les projets en 2D ou 3D, il est dorénavant possible de le faire dans la même application, sans le concours d'un logiciel supplémentaire.

Cet atelier a permis de familiariser les participants à la terminologie de cette application et à effectuer, dans ce nouvel environnement numérique, de nombreuses tâches Sig. Qu'elles soient liées à la cartographie, l'édition, le géo-traitement ou l'analyse spatiale.

Au sortir de la formation, les étudiants participants ont estimé avoir acquis les aptitudes, entre autres, de contrôler les données géographiques à intégrer dans le système d'information géographique, d'intégrer les données dans une base, en réalisant les importations et conversions nécessaires, d'intégrer les données externes, de concevoir une présentation de données sur une carte en fonction des besoins et réaliser des opérations géographiques; de réaliser les opérations d'analyse spatiale, pour répondre à une problématique donnée et de diffuser les cartes et les données.

Le deuxième atelier, qui s'est déroulé du 24 au 27 novembre, a regroupé une quinzaine d'étudiants finalistes. Ceux-ci ont également pris part à la semaine de l'étudiant entrepreneur. Ce deuxième atelier s'inscrivait dans le cadre des activités du pôle 4 de l'A.u.f et des activités du Q3 du bureau national pays. Dans une série d'activités animées par des entrepreneurs expérimentés, le bureau national de l'A.u.f a résolu de rapprocher les étudiants au monde professionnel. C'est ainsi qu'ils ont été amenés à s'imprégner de l'écosystème entrepreneurial, transformer les idées entrepreneuriales en projets d'entreprise. Ces étudiants ont aussi été coachés à mieux porter leurs projets, partager les bonnes pratiques, etc.

Pour réaliser cette activité, les experts ont procédé par l'organisation des conférences débats sur l'écosystème entrepreneurial, la mise en relief des expériences de quelques jeunes entrepreneurs de la place de Brazzaville.

Joseph MWISSI NKIENI

L'homme est à la fois le sujet et l'objet de la conscience historique

Le moins que l'on puisse dire est qu'il y a le culte de la personnalité qui étonne. De quoi parle-t-on? Il y a notamment le culte mêlé de vénération que l'on voue au «guide éclairé». Il y a le culte que l'on voue à ses parents. Chez nous par exemple, le culte dans cette modernité en construction a créé un sens à partir d'un enfant du pays, André Grenard Matsoua, le héros de la lutte sociale, remarquable dans son courage et ses exploits.

C'est l'exemple de Félix Eboué qui constitue, dans les années 1900, un exploit. Une légende de nos parents. L'enfant noir venu de Guyane, petit-fils d'esclave. Déjà à partir de ces années-là, Matsoua et Eboué montrent que l'homme noir compte. Leurs combats mêlant réflexion et action sont justes et fondés. La leçon à retenir: lorsque l'on est exigeant avec sa pensée, on le devient avec son action.

La profondeur de Matsoua

Enfant du début du 20ème siècle, Matsoua voit que son monde à lui, celui de ses ancêtres, vacille. L'histoire proclamée en 1880 n'était que le début d'une série de perturbations et de tragédies. Avant lui, les indigènes, les chefs coutumiers portèrent un regard sceptique sur les intentions du colonisateur français. Et le doute n'a fait que croître, si bien que, pour Matsoua, là où l'aliénation, la brutalité, la violence de l'Etat existent, il faut s'organiser pour les combattre. Il faut résister à l'inacceptable. Ce sentiment d'impuissance était basé sur des faits réels. Sa résistance face au colonisateur sera exceptionnelle. Comme le suggérera plus tard



Par Joseph Badila

Mongo Béti, «non seulement l'Afrique peut se développer, mais elle veut se développer, elle va se développer». C'est une fois arrivé en France que le culte de Matsoua a commencé. Il est entré dans notre histoire. Il a entamé une vie militante riche en rebondissements. Pierre Mantot, l'auteur du livre «Les matsouanistes et le développement», a retracé l'activité essentielle de Matsoua sur les transformations territoriales. Au sujet des colons concessionnaires, Matsoua écrit à Raymond Poincaré, président du Conseil français: «Monsieur Antonetti, gouverneur général de l'A.e.f, a eu il y a un peu de temps, l'occasion de constater de quelle façon les frères

Trechot, administrateurs d'une compagnie française du Bas-Congo, entendaient augmenter leur capital, au détriment des Noirs de mon pays... Les richesses immenses seraient accaparées... Si notre cher gouverneur général n'y avait pas mis ordre à temps...».

Par la suite, on sait combien les revendications justes et fondées ont suscité dans le milieu des administrateurs de l'époque. C'est aussi cette histoire, non assurée et non assumée, qui n'est pas enseignée dans les écoles de la République.

Félix Eboué, héros dérobé

Dans l'année 1884, à Cayenne, Monsieur Urbain Yves, fils d'esclaves, orpailleur, cadre de la société d'exploitation des gisements aurifères, donna au monde un petit-fils d'esclaves, le nommé Adolphe Félix Sylvestre Eboué. En quête d'aventures, c'est la veille de ses 24 ans qu'il débarque à Brazzaville. Entre temps, le jeune Eboué aura fréquenté le Lycée Montaigne à Paris, l'école coloniale, le milieu étudiant africain de Paris en plein bouillonnement. Depuis toujours, il était à la recherche de Victor Hugo à qui il voue un vrai culte. Ce qui l'a fasciné chez Victor Hugo, c'est le rêve,

la lucidité, toujours en quête d'utopie et de progrès. «Je suis une force qui va», disait Hugo. Eboué avait besoin des lumières de Victor. Ce poète du peuple, pour le peuple et par le peuple aimait à dire, «Etre roi, c'est servir le peuple». Eboué a toujours cru que Victor Hugo était un flambeau. Grâce à lui, chacun peut trouver son chemin. Malgré son penchant d'administrateur des colonies, une question l'interrogeait: «Où vas-tu?». En ce début du 21ème siècle, cette question nous traumatise encore: «Où allons-nous? Savons-nous où nous allons?». 60 ans après l'indépendance, c'est étrange de se poser l'éternelle question.

Peu-à-peu, quand Eboué arrive à Brazzaville, nommé comme gouverneur général de l'A.e.f par le général De Gaulle, la France rentre dans la guerre. Avec lui, l'Afrique équatoriale française allait sortir de sa neutralité. A Brazzaville, il est guidé par l'appel du 18 juin 1940 lancé depuis Londres sur les ondes de la B.b.c, par le général De Gaulle. Il n'est pas indifférent au message: «L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie, commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils pourront». Pour Eboué, il s'agit de faire en sorte que l'A.e.f s'engage dans la guerre aux côtés de la France. Il ne cesse pas de manifester son ralliement à De Gaulle. Le culte de Brazzaville: le 18 juin, la voix de

la France Libre est diffusée depuis Brazzaville sur les ondes de Radio Brazzaville. Fidèle à ses convictions philosophiques mais aussi à son patriotisme, Eboué rêvait d'un Commonwealth à la française. C'est depuis Brazzaville qu'Eboué va exposer son idée d'Union française au général De Gaulle pour rompre avec le passé.

Brazzaville, une cité de référence

L'événement: la conférence de Brazzaville de 1944, préparée par Eboué pour redéfinir les axes de la politique française au sortir de la guerre, n'a pas produit les résultats attendus. Pour Eboué, la déception est grande. Autre fait marquant le culte de Brazzaville, l'érection du deuxième temple maçonnique d'Afrique subsaharienne tout au début du 20ème siècle, après celui de Saint-Louis au Sénégal. Brazzaville se dotait de signaux sur lesquels reposait la construction d'une cité qui se voulait une source d'inspiration et d'émerveillement, de génération en génération. Dans ce qui deviendra l'histoire de nouveaux rapports entre les peuples colonisés et le colonisateur. «Brazzaville, capitale de la France-Libre... Brazzaville, refuge de notre honneur», disait De Gaulle, le 30 janvier 1944, alors que la France était sous occupation allemande.

Le 20 novembre 2023, le communiqué de presse du grand-maître du Grand Orient

de France, depuis Brazzaville, à l'endroit de la communauté internationale sur le conflit entre Israël et les terroristes islamistes du Hamas, soutenant la libération immédiate de tous les otages et un cessez-le-feu immédiat, propose à Brazzaville, une cité de référence, et aux humanistes, le partage des idées et un confort pour leur cheminement. Les francs-maçons aiment à dire qu'il n'y a pas de hasard. Entre l'érection, en 1900, du Temple du Grand Orient de France de la Rue Quinet, en plein cœur de Brazzaville, et le message du grand-maître du Grand Orient de France, depuis Brazzaville, le 20 novembre 2023, il s'est écoulé un siècle. Beau-coup d'eau a coulé sous le pont. Cette histoire me paraît bien fondée.

Guillaume Trichard, grand-maître du Grand Orient de France, par ce communiqué, fait un bref rappel à la dimension de la conscience historique. Sur la base de ce constat, l'homme est donc à la fois le sujet et l'objet de la conscience historique. Il est donc de l'intérêt actuel que des hommes pensant, souffrant, agissant, trouvent là l'opportunité de se perdre dans la forêt Hugo, et y vivre à leur rythme. Avec Victor Hugo, l'univers est le Centre de l'Union. Tout cela est parfaitement en symbiose à la vocation de la franc-maçonnerie universelle qui est de rassembler ce qui est éparpillé et de rendre féconde les oppositions. Par extension, c'est dire que les fins de l'homme sont en lui-même. Et si le culte de la cité de Brazzaville pouvait s'inscrire dans une démarche ascensionnelle de la République vers l'Etat, pour agir dans la Nation?

Joseph BADILA

Commentaire

Lutter contre la désinformation dans les réseaux sociaux revient à légiférer

Dans son message sur l'état de la Nation, prononcé le mardi 28 novembre 2023, devant le parlement réuni en congrès, le Président de la République, Denis Sassou-Nguesso, a exprimé sa volonté de voir le Congo lutter contre la désinformation dans les réseaux sociaux. «Les tentatives de déstabilisation de notre pays par le biais des réseaux sociaux doivent nous inciter à mieux nous organiser, pour une riposte efficace aux assauts récurrents de la désinformation», a-t-il déclaré, mettant ainsi le doigt sur un phénomène qui empoisonne la communication, depuis que l'usage des réseaux sociaux est devenu populaire. Riposter efficacement «aux assauts récurrents de la désinformation» revient à légiférer ou en tout cas, à prendre des mesures réglementaires à faire respecter.

La loi congolaise n'est pas en réalité muette contre la désinformation dans les réseaux sociaux. L'article 173 de la loi n°8-2001 du 12 novembre 2001 sur la liberté de l'information et de la communication énonce que «le régime de la responsabilité en vigueur dans la presse écrite et audiovisuelle est applicable à l'Internet». Les réseaux sociaux étant des médias alternatifs diffusant leurs produits à l'aide d'Internet, on peut considérer

que, par transposition, le principe de l'article 173 peut leur être appliqué. Or, la spécificité des réseaux sociaux est que ce sont des médias qui ne sont pas tenus par les seuls journalistes, plutôt par des citoyens lambda, qui ne sont pas censés connaître la législation régissant le domaine de la communication. Par ailleurs, l'anonymat que rend possible l'usage de ces moyens de communication en ligne malmène sérieusement la notion de

responsabilité. Dans les médias classiques, même quand un article n'est pas signé ou qu'il le soit par un pseudonyme, le contenu du journal est sous la responsabilité du directeur de publication qui en répond devant la loi, en cas de. Du coup, la préoccupation exprimée par le Président de la République demeure entière, lorsqu'il s'agit des réseaux sociaux. Ce qui appelle au renforcement de la loi. Le domaine de la commu-

nication au Congo étant régimenté par deux institutions, le gouvernement à travers le Ministère en charge de la communication et le Conseil supérieur de la liberté de communication (C.s.l.c), de leur coopération dépend l'efficacité de la riposte «aux assauts récurrents de la désinformation». Le gouvernement mobilisant les moyens de travail et le C.s.l.c, en tant que régulateur de la communication, renforçant son rôle de gendarme contre les dérives commises dans le domaine de la communication et ici, dans les réseaux sociaux. Pour lui permettre de jouer ce rôle, il lui faut s'équiper d'un service de monitoring, pour suivre le contenu des médias classiques et des réseaux sociaux. Comme cela appelle à légiférer, les deux institutions sont aussi condamnées

à coopérer dans le processus d'élaboration d'un projet de loi sur la lutte contre la désinformation dans les réseaux sociaux. En France, il existe pratiquement trois lois récentes qui concernent l'activité de communication en ligne. La plus ancienne est la loi sur la taxe relative aux services numériques, dite taxe Gafa, adoptée par le parlement en juillet 2019. Payée par les Gafa (Google, Amazon, Facebook et Apple), cette taxe permet à l'Etat français d'engranger des recettes dont une bonne partie est distribuée aux médias, pour les soutenir dans leur travail de production de l'information reprise par ces géants du numérique. Les deux autres lois n'ont été adoptées qu'en 2023. Il s'agit de la loi n°2023-451 du 9 juin 2023 qui encadre les influenceurs sur les ré-

seaux sociaux, afin d'éviter les abus de confiance et autres dérives, et la loi du 7 juillet 2023 destinée à protéger les enfants des réseaux sociaux, en instaurant une majorité numérique à 15 ans pour s'inscrire sur ces réseaux et pour mieux prévenir et poursuivre les délits en ligne, comme le cyberharcèlement. Voilà un pays qui, confronté à de nouveaux phénomènes menaçant la société et les institutions, a réagi efficacement en légiférant et en veillant au respect du cadre légal mis en place. Le Congo est confronté au même défi et la réponse ne peut être principalement que de cette manière. Il ne fait pas de doute que les propos du Chef de l'Etat sur la «riposte efficace aux assauts récurrents de la désinformation» ne sont rien d'autre qu'une interpellation du gouvernement, notamment du Ministère en charge de la communication, et du C.s.l.c.

Jean-Clotaire DIATOU

Microfinance

La Caisse féminine d'épargne et de crédit mutuel veut s'ouvrir à tout citoyen

Etendre le réseau d'agences de la C.f.c.m (Caisse féminine d'épargne et de crédit mutuel), afin de mailler le territoire national, est désormais l'ambition de la direction de cet établissement de microfinance de première catégorie, installé au Centre d'accueil de l'E.e.c (Eglise évangélique du Congo), au marché Total de Baongo, le deuxième arrondissement de Brazzaville. Cette politique est conduite par la directrice générale, Mathilde Louméto, qui entend aussi ouvrir la caisse à toutes les catégories d'épargnants, bien au-delà de la sphère de l'Eglise évangélique.

A l'origine de l'initiative, elles étaient une trentaine d'anciennes élèves de l'Ecole évangélique de Ngouédi, dans le Département de la Bouenza, qui avaient organisé une ristourne pour financer leurs activités diverses. A la suite d'une réflexion menée dans le cadre de l'œuvre féminine, cette organisation de l'E.e.c les a amenées à créer une association à caractère économique et mutualiste, qui va finalement mobiliser cent femmes chrétiennes dont 99 de l'E.e.c et une de l'Eglise catholique.

Ce socle sera le moteur de la création, en juin 1991, de la C.f.c.m. Pour cela, elles vont suivre une série de formations dispensées par le Cenages (Centre national de gestion) et le F.j.e.c (Forum des jeunes entreprises du Congo), grâce à l'appui du Pnud (Programme des Nations unies pour le dé-



Le siège de la C.f.c.m, vers le Marché Total.

veloppement) et de l'Usaid, l'agence américaine d'aide au développement. Ancienne directrice chargée du crédit aux Mucocec (Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit), Mme Mathilde Louméto entend sortir de cette historicité, pour faire émerger cette structure financière et la mettre à la disposition de tout adhérent qui le désire. Pour cela, la C.f.c.m

envisage de mettre en place une stratégie proactive de proximité avec ses adhérents, par l'adaptation de nouveaux produits et services propices aux besoins de tout un chacun. D'autant plus que cette structure financière s'est fixée, dès son origine, la mission de lutter contre la pauvreté et de permettre l'auto-nomisation socioéconomique de ses sociétaires, à travers

la collecte de l'épargne et l'octroi des crédits.

Un octroi de crédits qui avait débuté en mars 1993, avec un échantillon de soixante-trois membres (des femmes), dans le cadre du projet «système d'appui aux activités productives des femmes», d'un montant de 5,4 millions de francs Cfa. Aujourd'hui, la caisse a non seulement comme activité principale la collecte de l'épargne et l'octroi de crédits, mais elle est aussi dans la domiciliation des salaires du personnel de l'E.e.c et des pensions des retraités de la C.r.f.

Depuis décembre 2020, Dieudonné Valentin Boubag, colonel à la retraite des F.a.c (Forces armées congolaises), est le président du conseil d'administration de la C.f.c.m, à la suite du décès de Jean-Robert Massamba-Débat. La Caisse féminine d'épargne et de crédit mutuel est sa deuxième expérience en termes de management des structures financières, après avoir servi une année au sein de Sikar-finance, qui est le premier super-agent de Money-Gram au Congo-Brazzaville.

Fabé Rémy HYMBOUD

Humeur

La tendance à l'endormissement, grave au sein de la classe politique !

Les corps constitués nationaux étaient au grand complet pour suivre le discours sur l'état de la Nation délivré par le Chef de l'Etat, Denis Sassou-Nguesso, devant le parlement réuni en congrès, mardi 28 novembre 2023, au Palais des congrès, à Brazzaville, sous la direction d'Isidore Mvouba, président de l'assemblée nationale. Moment solennel de la vie de la République pour son côté «m'as-tu vu» qu'affectionnent les acteurs politiques, puisque la cérémonie est retransmise en direct à la télévision, le rendez-vous politique s'est transformé en une séance hypnotique pour certaines des autorités civiles et militaires. Le long discours présidentiel a provoqué le spectacle de l'endormissement dans le public sélect constitué pour le suivre. D'un coin à l'autre de la salle, on passait momentanément de l'état de veille à l'état d'endormissement, comme si quelque'un pompait une bombe anesthésique chez certains spectateurs. Sur le petit écran, le peuple découvrait, curieux, les personnalités souffrant sérieusement de T.d.a.h. Vous connaissez?



Les personnes avec T.d.a.h passent facilement de la veille au sommeil, pendant la journée

Les troubles du déficit d'attention avec ou sans hyperactivité (T.d.a.h) sont un phénomène qui touche une partie de la société. Il n'y a pas à rougir à cela, c'est un problème de santé publique et le phénomène n'existe pas qu'au Congo. Un des traits qu'on observe très régulièrement chez les personnes avec T.d.a.h est la perte de sommeil. L'on pense que dormir après 23h, voire après minuit est un exploit. En réalité, c'est un défaut de l'organisme. En principe, l'organisme secrète la mélatonine, l'hormone responsable du sommeil, à partir de 21h30. Quand son rythme est troublé, la mélatonine n'est secrétée qu'après 23h. Or, l'organisme humain a ses normes de fonctionnement. Les adultes (26 à 64 ans) ont besoin de 7 à 9 heures de sommeil par jour, soit de 21h30 à 6h30. Les personnes âgées (65 ans et plus) de 7 à 8 heures de sommeil.

A cause de l'hyperactivité, ce rythme est difficile à tenir. Ce qui fait que la nuit, on a moins d'heures de sommeil. Généralement, on ne fait que 4 à 6h de sommeil. Conséquence, l'organisme est obligé de payer le déficit de sommeil accumulé, chaque fois que c'est possible. Pour ceux qui peuvent s'organiser la journée, le déficit est payé par une sieste. Ceux qui ne le peuvent pas sont pourchassés par le sommeil. Ils finissent par développer la tendance à la somnolence et plus grave, à l'endormissement en plein jour, après un effort ou une activité. C'est la catégorie de personnes affectées par les T.d.a.h.

Suivre un discours sollicite l'effort de concentrer son attention cognitive sur la source du discours. Or, ce moment où l'on est tranquille pour suivre un discours, surtout qu'on est confortablement assis, est aussi propice à la sécrétion de la mélatonine par l'organisme. Généralement, au bout d'un moment, on finit par lâcher l'effort sans le savoir, car la mélatonine est en action et finit par s'imposer, en nous plongeant dans le sommeil. Et ceux qui ronflent se laissent aller. Mais, le cerveau est une machine formidable. Généralement, dans ces conditions, on sort du sommeil comme par sursaut, conscient qu'on n'est pas dans son lit, pour reprendre à suivre le discours. Au bout d'un moment cependant, si le discours ne s'arrête pas, on replonge. Du point de vue du symbole, l'image d'une personne qui s'endort au moment d'un discours est catastrophique. Cela peut traduire un manque d'intérêt au discours, un mal-être, un trouble du comportement, etc. Sinon, on est victime du «vagabondage de l'esprit», on pense à autre chose plus intéressante, ou de «vide mental» qui se traduit par une suspension du flux de pensées conscientes, avant de plonger dans le rêve, dès que le sommeil prend place.

La leçon à tirer du spectacle de somnolence, d'ensommeillement ou d'endormissement offert par nos braves dirigeants, est que le sommeil est sacré. Dormir permet une récupération physique, psychologique et intellectuelle. Il faut respecter le temps du sommeil ou en tout cas s'endormir dès que possible durant la journée, pour payer les dettes de sommeil qu'on accumule, à cause des activités qui s'enchaînent, jusque tard la nuit.

Hervé EKIRONO

Narcisse MAVOUNGOU

Commentaire

Comment mettre fin à la spéculation sur les frais d'inscription aux examens d'Etat?

Au Congo, les frais d'inscription aux examens d'Etat posent problème. Devenus un véritable fonds de commerce des responsables d'établissements scolaires publics et privés, sur le dos des parents d'élèves, ces frais varient d'un établissement à un autre. Et pourtant à la D.e.c (Direction des examens et concours), les tarifs officiels sont connus. Tout en invitant le Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, à remédier à cette situation qui frise l'escroquerie, nombre de parents d'élèves se disent abandonnés par l'Apeec (Association des parents d'élèves et étudiants du Congo), dont l'une des missions est de défendre les intérêts des apprenants.

Le mois de décembre est considéré comme date buttoir de clôture des dossiers de candidature aux différents examens d'Etat. La plupart des établissements scolaires privés et mêmes publics excellent dans l'augmentation abusive des frais d'inscription. En véritables commerçants, chacun y procède à sa guise, pour faire plus de profit. Selon les services des finances de la D.e.c, les tarifs officiels des frais d'inscription aux examens d'Etat sont fixés comme suit:

- C.e.p.e: 2.000 francs Cfa pour les candidats officiels et 3000 francs Cfa pour les candidats libres;
- B.e.p.c: 5.000 francs Cfa pour les candidats officiels et 6000 francs Cfa pour les candidats libres;
- Bac: 10.000 francs Cfa (candidats officiels) et 15.000

francs Cfa (candidats officiels). Seulement, ces tarifs officiels sont foulés au pied par les promoteurs des établissements scolaires privés et certains responsables des écoles publiques. Dans nombre d'écoles publiques à Brazzaville, par exemple, les candidats au Cepe sont contraints de déboursier des sommes oscillant entre 10 et 12.000 francs Cfa. Au Bepc, c'est 15 à 20.000 francs Cfa, par candidat. Dans l'enseignement privé, la situation est pire: si au B.e.p.c, il faut dépenser 15 à 20.000 francs Cfa, au baccalauréat, l'on déboursierait de 40 à 60.000 francs Cfa.

Selon le promoteur d'un établissement scolaire privé, qui a recueilli l'anonymat, ces montants répondent entre autres à l'organisation des préparatifs des examens

test, les T.d (Travaux dirigés), l'internement des candidats à la veille des examens et le paiement des salaires des enseignants bénévoles qui constituent près de 75% du personnel actif dans les établissements scolaires publics comme privés.

En dépit de ces explications, il est nécessaire de faire la part des choses, entre le coût réel des inscriptions aux examens d'Etat et le coût de l'organisation des préparatifs. «J'ai trois candidats chez moi. Deux vont affronter le baccalauréat et la dernière affronte le B.e.p.c. Imaginez la situation dans laquelle je me retrouve: un parent sans emploi digne. Pour le bac, j'ai dépensé 45.000 francs Cfa et pour le B.e.p.c, 25.000 francs Cfa. Ce qui me fait un total de 70.000 francs Cfa. J'ai préféré le privé, pour le bon suivi des enfants.

Car, mon but est de mobiliser les conditions qu'il faut, pour que mes enfants réussissent et obtiennent, tous, leurs diplômes. Mais, je dois l'avouer, ce n'est pas chose facile, surtout que je ne suis pas fonctionnaire. L'on se demande même où est passée l'Apeec, quel est son rôle finalement?», s'est lamenté Armand Edzoualiko, habitant un quartier du 9ème arrondissement de la capitale.

Il faut signaler qu'aux frais des inscriptions, s'ajoutent la difficile déclaration des diplômes pour composer ces différents dossiers. Pour le retrait du Cepe, premier diplôme d'Etat au Congo, il faut payer 3000 francs Cfa. Le Ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation est donc interpellé pour mettre de l'ordre dans les frais d'inscription aux différents examens d'Etat, en veillant à ce que les responsables des établissements scolaires publics et privés n'en profitent pas pour abuser de leurs positions face au pouvoir d'achat des parents d'élèves.

Mon cri du cœur pour la jeunesse congolaise

I- Diagnostic

Eu égard au tragique accident survenu au Stade Michel-d'Ornano de Brazzaville, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 novembre 2023, je me permets, tout en présentant mes condoléances les plus émues et sincères aux familles éprouvées, de lancer, de nouveau, mon cri du cœur pour notre jeunesse congolaise. En effet, la jeunesse, dans tout pays, est censée être la pépinière. Elle est constituée par l'ensemble des personnes, hommes et femmes, de la tranche d'âge de 18 à 35 ans révolus. Ce sont des jeunes qui sont soit encore au lycée ou dans des instituts d'études supérieures et professionnelles, soit déjà dans la vie professionnelle. Enfin, ce sont des jeunes mariés ou célibataires avec enfants, sans emploi.

La jeunesse est la force de la Nation. Elle forge ou crée les générations à venir. A l'instar d'autres jeunesse, la jeunesse congolaise se cherche. Elle vogue comme un navire en mer sans boussole. Elle me donne l'impression d'être comme des brebis sans berger. Eu égard à la malheureuse situation du Stade d'Ornano, Mgr Barthélémy Batantu et le Président Alphonse Massamba-Débat avaient déjà attiré, il y a quelques années, notre attention, en affirmant respectivement:

-Mgr Barthélémy Batantu: «Si nous nous entraînons à suivre la pente morale actuelle, notre société congolaise risquera de se désintégrer progressivement, parce qu'elle n'arrivera plus, à la longue, à respecter l'intimité des individus qui la composent. Il faut cultiver en soi et autour de soi, les vertus humaines de la dignité, de l'honnêteté, du respect, de la franchise, de la tolérance, de la maîtrise de soi, de la persévérance et de l'amour, et les vertus spirituelles de la piété, de la foi, de l'espérance et de la charité. Car aimer, c'est d'abord se donner et penser à l'autre, au lieu de se refermer sur soi»;

-Président Alphonse Massamba-Débat: «J'en appelle à la conscience des adultes et des parents, qui ont littéralement démissionné de leurs obligations sociales et civiques envers

leurs enfants, d'avoir à se ressaisir pendant qu'il n'est pas trop tard, pour les élever et les éduquer dans la bonne voie, en conjuguant leurs efforts avec ceux du Parti et de l'Ecole. Il ne faut pas laisser les jeunes à la débandade, il ne faut pas les abandonner à eux-mêmes. On n'a jamais vu dans aucun pays du monde, des jeunes bâtir eux seuls leur avenir; ils ont droit au concours de leurs parents et des adultes et ceux-ci ont non seulement la faculté mais l'obligation civique de les aider. Si nous les livrons à eux-mêmes, nous en récolterons les résultats. En effet par suite de leur inexpérience, ou de l'intrusion dans leurs rangs de quelques polissons, de quelques égarés de mauvaise foi, ils seront inévitablement enclins à s'écarter des voies de la décence et de la dignité et à commettre des choses viles dont nous sommes souvent les premiers à les blâmer. Sachons qu'ils doivent un jour travailler et fonder un foyer. Donnons-leur une éducation en conséquence. Et cette éducation ne concerne pas seulement le Parti et l'Etat, mais bien tout le peuple.

...Mais cette situation est précisément créée ou aggravée par l'attitude négative qu'observent les adultes et les parents devant ces jeunes. Ce n'est pas en fuyant vos responsabilités d'ânés et de parents que vous allez régler ce problème particulièrement préoccupant. Ce n'est pas en criant: «ces jeunes sont trop insolents» que vous allez enlever cette insolence ou «ces jeunes sont trop indisciplinés» qu'ils apprendront la discipline. Ce n'est pas en vous lamentant: «Quand nous étions jeunes, nous n'étions pas comme eux» que vous pourrez changer leur conduite. C'est en les éduquant en leur donnant de bons conseils qui aident tout homme à s'intégrer heureusement, sans trop d'ennuis dans la société, que vous obtiendrez quelques résultats. Il faut le faire avec patience, fermeté et esprit de sacrifice. Avec l'éducation, pensez à leurs conditions matérielles et agissez en faveur de toutes solutions qui peuvent les améliorer en participant vous-mêmes, personnellement, à cette amélioration...». Malheureusement, nous



Par Dieudonné Antoine-Nganga

n'avons pas tenu compte des propos par lesquels Mgr Barthélémy Batantu et le Président Alphonse Massamba-Débat nous avaient interpellés et nous rappelaient à l'ordre. Nous n'avons pas entendu leurs cris de cœur comme celui d'autres dirigeants allant dans ce sens. Ni les parents ni l'Etat ne se sont ressaisis en prenant leurs responsabilités. Nous avons laissé la jeunesse congolaise se désintégrer progressivement. Aujourd'hui, la jeunesse congolaise est stratifiée et catégorisée en trois parties: la jeunesse privilégiée; la jeunesse entreprenante et la jeunesse marginalisée (la jeunesse lambda).

La jeunesse privilégiée

Au Congo, la jeunesse privilégiée est celle des jeunes qui sont nés des parents aisés ou des parents assumant des fonctions politiques ou qui sont leurs neveux et nièces, cousins et cousines, gendres et brus. Ce sont des fils à papa, des filles à maman qui sont censés être nés avec des cuillères en or ou en argent à la bouche. Ils auraient du sang bleu dans les veines. Toutes les portes leur sont ouvertes. Ils n'ont qu'à tendre la main pour prendre le fruit déjà mûr et s'extasier. Parmi eux, l'on compte de nouveaux riches, des ministres, des parlementaires, des conseillers, dont certains, grâce à leur label paternel, sont «pistonnés» pour assumer telle ou telle autre fonction. La vie leur est facile. L'on compte aussi, parmi eux, des jeunes qui ont choisi d'être, comme l'on dit dans nos quartiers, des «ndenguessés», c'est-à-dire, des commissionnaires, des rabatteurs de femmes et des coursiers de ceux qu'ils appellent «leurs grands».

Ils sont fiers de s'afficher comme les petits d'un tel. Ce sont, enfin, ces jeunes qui tourment autour de nos dirigeants politiques dont ils sont les thuriféraires, porteurs de mallettes et qui mangent à leurs râteliers.

La jeunesse entreprenante

Cette jeunesse concerne la majorité des jeunes congolais, courageux et toujours à l'ouvrage, cherchant à renverser la tendance à leur faveur, par la force de la main et leur persévérance. Ce sont ces jeunes qui ont brillamment terminé leurs études pour assumer des responsabilités importantes dans les administrations et les entreprises, ou ont lancé leurs propres affaires. Ayant la tête sur les épaules, ils ne font face à aucun souci majeur et continuent leur petit bonhomme de chemin sans encombre. Ils comptent sur leurs propres forces. Il s'agit ici tout d'abord de grands diplômés (licenciés, maîtres, docteurs, etc.) qui sont désespérément en quête d'emplois. Il s'agit ensuite de ceux qui gardent leur dignité en se prenant en charge ou en se créant de petits emplois ou en concevant des projets qui malheureusement butent aux mesures d'accompagnement financier, technique, matériel, etc, pour leurs initiatives. Ils sont pleins de courage et d'abnégation. Il s'agit, enfin, des artistes, des musiciens et des sportifs sans référence. Ils militent tous pour un Congo radieux, un Congo nouveau où des opportunités pourront leur être offertes.

La jeunesse marginalisée

Celle-ci comprend quatre catégories:

1- Les diplômés sans emploi, (euphémisme pour ne pas dire chômeurs). Ils galèrent et tirent le diable par la queue. En quête permanente d'emploi ou d'une intégration dans la fonction publique, ils sont souvent en piquet de grève devant les ministères où ils animent des concerts de casseroles et de vuvuzelas dans un grand tintamarre.

2- Les pestiférés, Il s'agit ici des enfants issus des parents ayant assumé de hautes fonctions politiques (ministres, députés, ambassadeurs, etc., tous déchus),

lesquels parents sont laissés au bord de la route par les nouveaux dirigeants. Aucune porte ne leur est ouverte par méchanceté gratuite.

3- Les dépravés

Ce groupe concerne des jeunes, garçons et filles, tous peu courageux et partisans du moindre effort. Ils sont enclins à la facilité et à l'acquisition de l'argent facile; ils ont aussi un penchant au plaisir de la chair et à l'alcool. Friands de commérages, de rumeurs et de ragots, ils fréquentent assidûment les ngandas et autres caves et boîtes de nuit, tous les lieux de plaisir et des loisirs où ils sont exposés ipso facto à toutes les tentations (alcoolisme, prostitution, tabagisme, drogue, stupéfiants, hallucinogènes, etc.). Malheureusement, ces jeunes n'honorent ni leurs familles ni la société congolaise.

4- Les délinquants

Ce groupe est constitué par la plupart des jeunes qui refusent d'accepter leurs conditions et qui, par aigreur, s'en prennent aux autres. Ils sont auteurs de petits larcins, de vols à la tire, de vols à mains armées, de cambriolages, de braquages, de coupures de route, etc. Ils sont les pensionnaires permanents des maisons carcérales. Leur déshonneur rejaillit sur leurs parents. D'autre part, les personnes n'ayant parfois pas d'autre choix que de tomber dans la criminalité, et qui constituent, entre autres, le terreau fertile pour le recrutement des kulunas, des arabes, des américains, des bébés noirs, des miliciens. C'est de ce terreau que sont issus les différentes milices qu'on a connues (ninjas, cobras, zoulous, nsiloulous, cocoyes, requins, mambas, tous de triste mémoire).

II Approche de solution

Le gouvernement et les familles ne doivent ménager aucun effort pour aider notre jeunesse, marginalisée à sortir de cette malheureuse situation, en les arrachant à leurs mauvais penchants. Nul besoin de rappeler que les Congolais ont souffert ou continuent à souffrir des violences et des horreurs

dont les auteurs sont ces jeunes armés. Ces derniers ne sont que des instruments du terrorisme. Ils sont plus qu'une gangrène qu'il faut absolument enrayer voire extirper. Nous comptons sur nos forces de police et de gendarmerie, pour le ramassage permanent de toutes les armes circulant dans les mains de nos jeunes. Car la suppression, l'interdiction et le désarmement des milices, la réinsertion des combattants démobilisés sont des aspects indissociables du maintien et du renforcement de la paix, élément essentiel des efforts de réconciliation et d'unité après un conflit. Par ailleurs, une démobilisation réussie suppose non seulement le démantèlement des structures miliciennes et paramilitaires mais aussi l'insertion dans l'activité productive des combattants démobilisés. Ce qui, à son tour, nécessite l'organisation de programme d'éducation et de formation, la création d'emplois et le traitement des traumatismes subis.

Ainsi, les miliciens démobilisés doivent être orientés vers des secteurs productifs comme l'agriculture et l'élevage ou envoyés dans les grands chantiers relatifs à la construction ou à l'entretien des ponts et des routes, à la réfection du C.f.c.o, l'épine dorsale de l'économie congolaise ainsi qu'à la rénovation des écoles, des dispensaires et des sites de formation. Ils suivraient auparavant une formation professionnelle accélérée dont le principe serait: «Un ancien milicien = Un métier». Il faut éviter, coûte-que-coûte, au milicien démobilisé de tomber à nouveau dans l'oisiveté, voire dans le chômage qui, ipso facto, engendre la misère qui, cela va sans dire, constitue par ailleurs, une menace permanente pour la stabilité sociale, pour le développement des peuples et pour la paix.

En effet, il faut reconnaître que la misère économique et le chômage sont des ingrédients puissants, une aubaine pour les politiciens et autres chefs de gang qui abusent de ces jeunes qu'ils droguent et arment sans vergogne. Ces jeunes, on ne l'écrit et on ne le dira jamais assez, constituent un terreau de la culture urbaine qui repose sur la violence que l'Etat doit enrayer coûte que coûte et jusqu'au bout.

Dieudonné ANTOINE-GANGA (A suivre)

Chaque jeudi
L'Horizon Africain sur le site internet
: www.lhorizonafricain.com

Ministère de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs

Bientôt le lancement des travaux de réhabilitation du Cfrad, à Brazzaville

La ministre de l'industrie culturelle, touristique, artistique et des loisirs, Marie-France Lydie Hélène Pongault, s'est entretenue, lundi 27 novembre 2023, avec l'ambassadeur de France, Claire Bodonyi, afin de faire le point des avancées sur la procédure de réhabilitation du Cfrad (Centre de formation et de recherche en art dramatique), à Brazzaville. Le comité de pilotage du projet de réhabilitation du Cfrad a tenu sa première session, dont la diplomate française a fait le point à la ministre en charge de l'industrie culturelle.

A sa sortie d'audience, Claire Bodonyi, faisant le point à la presse, a déclaré que le bâtiment du Cfrad et sa rénovation ont été «au cœur des échanges sur le devoir de mémoire entre le Président français, Emmanuel Macron, et le Président congolais, Denis Sassou Nguesso, en mars dernier. Il était donc nécessaire de venir faire le point d'étapes sur le premier Copil (Comité de pilotage) tenu la semaine dernière, en présence de l'ancien directeur général du Musée du Louvre, Jean-Luc Martinez, qui a apporté son expertise dans l'évolution du Cfrad. J'ai demandé à la ministre sa validation sur les deux scénarii qui permettront de lancer les travaux de ce bâtiment pour lequel la France fera un don de 4



Photo de famille à l'issue de l'audience

millions d'euros, qui sera nécessaire pour faire revivre ce lieu qui a déjà eu de multiples vies et sur lequel nous souhaitons écrire de nouveau de nombreux chapitres», a-t-elle indiqué.

En rappel, le bâtiment qui abrite le Cfrad, construit en

d'Etat français et congolais avaient pris l'option de faire revivre ce lieu de mémoire, qui a été le point de départ de Brazzaville comme capitale du mouvement de la France-Libre qui, avec le général De Gaulle à sa tête, réussira à libérer la France de l'occupation nazie et propulser l'hexagone parmi les pays vainqueurs de la Seconde guerre mondiale.

Ainsi, le 11 octobre 2023, Claire Bodonyi et Marie-France Lydie Hélène Pongault signaient l'accord de financement, par la France, du Projet Cfrad-Icc pour un montant de 4 millions d'euros (soit 2 milliards 623 millions 828 mille francs Cfa). D'une durée de trente mois, les travaux vont commencer incessamment, pour «transformer ce lieu et implanter un incubateur d'industrie culturelle et créative». La diplomate a annoncé en effet que le début des travaux ne saurait tarder et «obéira à la commande publique française, elle engagera sa responsabilité même pénale».

Chrysostome FOUCK ZONZEKA

Josammy Samba Ganga

L'ouvrage sur la thermodynamique a rencontré un franc succès aux Etats-Unis

Publié en ligne en 2021, aux Editions Paramount Publisher, aux Etats-Unis, l'ouvrage de Josammy Samba Ganga, chercheur américain d'origine congolaise, sur la thermodynamique comme loi fondamentale de l'univers connaît un franc succès. Intitulé «Mostini planet next level world with Josammy technology, the quantum Antigravity Sigma Zg Matrix», en français «Le prochain niveau du monde de la planète Mostini avec la technologie Josammy, la quantique anti-gravité de la matrice Sigma Zg», ce livre brise le mystère de la genèse des étoiles et leur système planétaire, Josammy Samba Ganga met en lumière la thermodynamique comme une loi fondamentale de l'univers. Son ouvrage est parmi les meilleurs ebooks sur la thermodynamique.

Ecrivain chercheur prolifique, dont les travaux sont reconnus à travers le monde, Josammy Samba Ganga a publié son ouvrage en trois volumes qui décrit les mystères de l'univers et de la gravité. L'auteur met en évidence la formation des corps cosmique par la gravité ainsi que l'énergie noire. Il souligne, également, l'importance de la thermodynamique dans l'étude des phénomènes physico-chimiques, notamment les échanges d'énergies entre organismes vivants.



Josammy Samba Ganga.



La couverture du livre primé aux Etats-Unis d'Amérique

A travers sa formule dénommée «technologie Alpha et Omega Thermodynamique Sigma ZG Matrix», Josammy Samba Ganga, détenteur de cinq brevets dont quatre aux Etats-Unis et un autre à l'international, explique «toute la réactivité de l'univers en connexion avec les lois de la nature l'énergie noire», tout en mettant en lumière «les grands mystères de l'univers» à savoir: la réactivité avant et après le big bang; la formation des planètes; le destin de l'univers; l'expansion de l'univers; la réactivité des galaxies; l'apparition de la vie sur et la probabilité de retrouver des planètes qui pourraient avoir des traces de vie. Selon la critique, l'ouvrage de Josammy Samba Ganga fait partie des meilleurs livres électroniques sur la thermodynamique. L'auteur, qui s'est engagé dans la recherche depuis son plus jeune âge, a retenu l'attention du lectorat à travers son œuvre. Il y a trois mois, Josammy Samba Ganga a lancé une fondation, la Fondation Josammy Emporio est pour la création et la découverte de cent nouvelles formules chimiques et bio-chimiques. Il est l'un des premiers à découvrir les véritables réactivités des plus hautes lois cosmiques, celles qui régissent l'univers.

Roland KOULOUNGOU

Académie française

Emmanuel Dongala a reçu sa récompense, le Grand-Prix Hervé Deluen

Comptant dans le palmarès 2023 des Prix de l'Académie française, l'écrivain congolais, Emmanuel Dongala (82 ans), lauréat du Grand-Prix Hervé Deluen, a reçu sa récompense, jeudi 30 novembre 2023, dans l'après-midi, lors de la séance publique annuelle, présidée par l'historien, écrivain et ancien diplomate italien, Maurizio Serra, comme directeur de séance. Créé en 2007, d'abord comme Prix Hervé Deluen, et devenu à partir de 2015, Grand-Prix Hervé Deluen, ce prix récompense «toute personne ou toute institution qui contribue efficacement à la défense et à la promotion du français comme langue internationale».

Emmanuel Dongala est parmi les écrivains congolais, sinon même celui qui collectionne le plus grand nombre de prix au niveau international, honorant ainsi la littérature congolaise. A l'Académie française, il a été présenté par Maurizio Serra comme un écrivain rageur qui peint les univers étouffants de son pays, avec un humour féroce.

«Monsieur Dongala a passé la majeure partie de sa vie au Congo où se déroule son premier roman, «Un fusil dans la main, un poème dans la poche», paru en 1973. En 1982, il publie «Jazz et vin de palme», devenu depuis un classique de la littérature africaine. Mais, en 1990, le Congo, miné par des luttes

fratricides, bascule dans le chaos. Grâce à son ami, Philippe Rotte, Monsieur Dongala a pu sortir du pays et trouve un poste universitaire. Il continue à écrire en français, dans une langue rapide et âpre, des romans rageurs qui décrivent minutieusement, comme «Johnny chien méchant», la plongée en enfer de son pays. L'un de ses derniers romans, «Photo de groupe au bord du fleuve» montre un groupe de femmes qui gagnent leur vie à casser les pierres, pour un salaire de misère. Monsieur Dongala peint ces univers étouffants, avec un humour féroce. Pour avoir promené langue française, sur toutes les routes d'un pays en crise, pour reprendre la belle formule de



Emmanuel Dongala suivant sa présentation par l'écrivain italien Maurizio Serra.

Monsieur Dany Laferrière, Monsieur Daniel Dongala mérite le Grand-Prix Hervé Deluen».

Emmanuel Dongala collectionne ainsi les prix, au long de sa carrière littéraire. Pour ne prendre que quelques exemples, il a reçu en 2003, le Prix Fonlon-Nichols de l'excellence littéraire, délivré par l'Université d'Alberta (Canada); en 2010, le Prix Virilo, à Paris, qui «récompense un roman francophone publié dans l'année ayant touché le jury par son audace littéraire, sa justesse, ou toute autre

qualité faisant sens»; en 2011, le Prix Ahmadou-Kourouma, décerné lors du Salon africain du livre, de la presse et de la culture de Genève; en 2013, il a reçu, à Paris, le Prix Mokanda, des mains de Henri Lopès, alors ambassadeur du Congo, en sa qualité de président du jury. L'écrivain congolais cumule aujourd'hui neuf prix internationalement connus, pour son œuvre constituée de six romans, un recueil de nouvelles et quatre pièces de théâtre.

Jean-Clotaire DIATOU

I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville

La huitième édition du festival de bande dessinée, Bilili Bd, a démarré

La 8^{ème} édition du festival international de bande dessinée, baptisée «Bilili Bd» a débuté mardi 5 décembre dernier et se poursuivra durant quatre jours, à l'I.f.c (Institut français du Congo) de Brazzaville. Cette édition comporte plusieurs activités dont l'exposition des réalisations dans l'industrie de la bande dessinée et de l'animation, des concours et des conférences-débats, etc. Le festival Bilili Bd est un événement annuel qui est dans l'A.d.n brazzavillois. Il reste l'un des plus importants festivals au Congo qui attire plusieurs amateurs et professionnels de bandes dessinées locaux et étrangers.

R.K

Coupe du monde de handball féminin 2023

Le Congo récolte les fruits amers de l'impréparation

La Coupe du monde de handball féminin 2023, comptant pour la 26^{ème} édition du Championnat du monde de handball féminin, a démarré depuis le mercredi 29 novembre, en Norvège, Danemark et Suède. Classé dans le groupe H, le Congo a déjà livré ses trois matches de groupe, tous perdus. Les Diables-Rouges sont sortis derniers de leur groupe, récoltant ainsi les fruits amers de leur impréparation et du manque de professionnalisme dans l'organisation de leur participation à ce niveau de compétition. Le Congo est sorti dernier de son groupe, en recul par rapport à sa participation au précédent mondial.

Tout a commencé le 30 novembre par une défaite 22 à 32, face à la sélection tchèque. En deuxième sortie, le samedi 2 novembre, le Congo a perdu devant les Pays-Bas: 20 à 40. Et à la dernière rencontre livrée contre l'Argentine, lundi 4 novembre, le Congo a de nouveau courbé l'échine: 26 à 31.

Un des aspects du manque de professionnalisme, c'est par exemple l'absence de la presse dans la délégation congolaise au mondial de handball féminin. Au point que les matches livrés par les Diables-Rouges n'ont

fait l'objet de reportage par aucune chaîne de télévision nationale. A l'heure des T.i.c (Technologies de l'information et de la communication), c'est quand même préoccupant. Les autres Nations africaines, notamment l'Angola, le Cameroun et le Sénégal semblent bien s'en tirer. L'Angola et le Cameroun sont même passés au deuxième tour.

LUZE Ernest BAKALA

Classement du Groupe H
1er Pays Bas: 6 pts;
2ème Tchèque: 4 pts;
3ème Argentine: 2 pts;
4ème Congo: 0 pt.



Les Congolaises obligées de relever leur niveau technique pour l'avenir.



Les Diables-Rouges ont fourni des efforts, mais le jeu collectif est encore à travailler.

Coupe de la Caf (Confédération africaine de football)

Diables-Noirs n'a pas fait le poids dans la phase de groupe

Humiliés lors de sa première sortie à domicile face à l'équipe du Stade malien, par 3 buts à 1, le 26 novembre dernier, les Diables-Noirs ont encore mordu la poussière, dimanche 3 décembre dernier, cette fois-ci en Afrique du Sud, devant Sekhukhune: 1-2.

Les Diablotins avaient bien commencé la rencontre et réussi à être les premiers à ouvrir le score, à la 27^{ème} minute par Ngakaosso. Mais, c'était sans compter avec la réplique des Sud-africains qui ont d'abord égalisé à la 30^{ème} minute par Sithole, avant d'aggraver le score par Cardoso, à la 44^{ème} minute, juste avant la pause.

Revenus des vestiaires, les Congolais se sont laissés dominer par les locaux. Heureusement, ils ont tout de même résisté pour ne pas encaisser. Le score est resté le même jusqu'à la fin du match. Comme on peut le constater, l'unique représentant congolais aux compétitions africaines tisse du mauvais coton et n'arrive

pas à faire le jeu, pour sortir la tête du lot. Il occupe la dernière place du groupe D, avec zéro point. Tel que c'est parti, la qualification devient très difficile. Le 10 décembre prochain, les Diablotins seront face au Fc Berkane du Maroc. Dans ce groupe D le Fc Berkane est premier, suivi du Stade malien en deuxième place, tandis que Sekhukhune occupe la troisième place. A moins d'un miracle, ce qui est possible, mais devant les Marocains du Fc Berkane, à domicile, il n'y a pas d'illusion à se faire. Mais, voyons si un miracle peut se produire, c'est-à-dire que les Congolais gagnent ou arrache un match nul.

L. E. BAKALA



Les Diables-Noirs



Phase de jeu lors du match Diables-Noirs vs Sekhukhune.

Championnat des clubs volleyball zone 4 Kinshasa 2023

Inter-club n'a pas pu décrocher la timbale à Kinshasa



Le volley-ball club La Loi recevant la coupe du ministre des sports de la RDC

Du 20 au 30 novembre 2023, Kinshasa, la capitale de la RD Congo, a vibré au rythme du volleyball de la zone 4. Trois pays étaient au rendez-vous: Congo; Centrafrique et RD Congo, le pays hôte. 13 équipes, dont 6 en dames (toutes de la RD Congo) et 7 en hommes, ont pris part à cette 9^{ème} édition du championnat des clubs de la C.a.v.b (Confédération africaine de volleyball) zone 4 Kinshasa 2023. Pendant dix jours, ces équipes ont joué 25 matches.

Au finish, ce sont les équipes de la RD Congo qui se sont imposées. Les clubs La Loi en dames et Espoir en hommes ont été couronnées championnes de la zone 4.

En finale dames, La Loi a battu le Daring club Motema Pembe (D.c.m.p): 3 sets à 1.

En hommes, le club Espoir (RD Congo) a su tirer son épingle du jeu devant Inter-club (Congo) par 3 sets à 1. L'année dernière, Inter-club avait aussi perdu face à la même équipe, lors de la 8^{ème} édition organisée à Brazzaville, au Gymnase Henri Elendé.

L.E. B.

Classement général

Dames:

1- La Loi; 2- D.c.m.p; 3- La Gracia; 4- Force de progrès; 5- Canon; 6- Ouragan.

Messieurs:

1- Vc Espoir; 2- Inter-club (Congo); 3- Green team; 4- Bythiah; 5- Mada-ka; 6- Zaraslo Vb (Centrafrique); 7- Free boys.

Can handball masculin Egypte 2024

Les Diables-Rouges bloqués dans leurs préparatifs

La Can (Coupe d'Afrique des Nations) handball masculin Egypte 2024 comptant pour la 26^{ème} édition du championnat d'Afrique de de handball masculin, se tient du 17 au 27 janvier 2024, en Egypte. Le Congo, qui y est qualifié, est classé dans le Groupe B, avec l'Egypte, le Cameroun et la Guinée. Les Diables-Rouges handball seniors hommes avaient commencé les préparatifs depuis le mois d'octobre dernier. Mais, la mauvaise nouvelle est que, faute d'argent, ils ont arrêté avec les entraînements. La Fécohand (Fédération congolaise de handball) qui jusque-là assurait le minimum, n'arrive plus à financer les préparatifs de la sélection nationale. Au moment où nous mettons sous presse, aucune décision n'est prise, les joueurs ne viennent plus aux entraînements.

Can de football féminin Maroc 2024

Les Diables-Rouges seniors dames ne seront pas à la phase finale

La sélection nationale des Diables-Rouges football seniors dames a été tenue en échec, mardi 5 décembre 2023, au Stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, par les Tunisiennes, lors de la manche retour du dernier tour des éliminatoires de la Can (Coupe d'Afrique des Nations) de football féminin Maroc 2024. Battues, le 30 novembre dernier, en terre tunisienne, les Diables-Rouges n'ont pas pu faire mieux au retour qu'un match nul de 1 but partout.

A l'aller en Tunisie, elles étaient battues par le score de 2-5. Pour se qualifier au retour, à domicile, elles devaient coûte-que-coûte s'imposer par 3-0. Mais hélas! Queen Bouanga Odzoussi avait permis au Congo de refaire une partie de son retard, en ouvrant le score à la 14^{ème} minute. Mais, le but égalisateur de Sabine Ellouzi à la 47^{ème} minute a rendu la tâche plus compliquée aux Congolaises. Le Congo est éliminé. Les 12 pays qualifiés à la phase finale sont désormais connus: Afrique du Sud, Algérie, Botswana, Ghana, Mali, Maroc, Nigéria, RD Congo, Sénégal, Tanzanie, Tunisie et Zambie.